



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6259

Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

Date de dépôt : 09-03-2011

Date de l'avis du Conseil d'État : 28-06-2011

Le document « 28 » n'a pu être ajouté au dossier consolidé.

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
27-07-2011	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
09-03-2011	Déposé	6259/00	<u>5</u>
19-04-2011	Avis de la Chambre de Commerce (7.4.2011)	6259/01	<u>26</u>
17-05-2011	Avis de la Chambre des Métiers (4.5.2011)	6259/02	<u>31</u>
28-06-2011	Avis du Conseil d'Etat (28.6.2011)	6259/03	<u>34</u>
08-07-2011	Rapport de commission(s) : Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire Rapporteur(s) : Monsieur Claude Haagen	6259/04	<u>37</u>
18-07-2011	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (18-07-2011) Evacué par dispense du second vote (18-07-2011)	6259/05	<u>48</u>
07-07-2011	Commission du Développement durable Procès verbal (43) de la reunion JOINTE du 7 juillet 2011	43	<u>51</u>
29-07-2011	Publié au Mémorial A n°157 en page 2752	6259	<u>61</u>

Résumé

N° 6259

Résumé :

Le projet de loi 6259 transpose en droit national la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie. Le délai de transposition de cette directive s'est écoulé le 20 juin 2011.

La loi en projet abroge la loi du 25 mars 2009 réglant actuellement cette matière.

Le champ d'application de la loi à venir ne se limite toutefois pas aux seuls appareils domestiques, mais s'étend aux produits liés à l'énergie ayant une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et sur d'autres ressources essentielles durant leur utilisation.

La future loi établira un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation de ces produits. Son objectif est d'accroître l'efficacité énergétique des produits liés à l'énergie moyennant, notamment, la mise à disposition d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique de ces produits. Ce dispositif constituera donc un élément supplémentaire contribuant à l'effort politique visant à réduire la consommation énergétique des pays membres de l'Union européenne.

6259/00

N° 6259

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

* * *

*(Dépôt: le 9.3.2011)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (27.2.2011).....	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi	3
4) Commentaire des articles	7
5) Directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie (refonte).....	9

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie.

Château de Berg, le 27 février 2011

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,*
Jeannot KRECKE

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Transposer la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie, en se limitant aux dispositions qui constituent une modification de fond par rapport à la directive 92/75/CEE signifierait apporter d'importantes modifications à la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits.

Aussi, dans un souci de clarté et de bonne application des dispositions, le présent projet de loi entend abroger la loi du 25 mars 2009 prémentionnée. Les règlements grand-ducaux concernant l'indication de la consommation de l'énergie d'appareils à usage domestique restent en vigueur dans la mesure où leur base légale repose sur la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports.

D'ailleurs, les directives à l'origine de ces règlements grand-ducaux seront abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions sous forme de règlements délégués complétant la directive 2010/30/UE que la Commission européenne peut adopter en vertu de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En effet, citons à titre d'information:

- le règlement délégué (UE) No 1059/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'indication, par voie d'étiquetage, de la consommation d'énergie des lave-vaisselle ménagers qui prévoit, entre autres, l'abrogation de la directive 97/17/CE (transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques) avec effet au 20 décembre 2011;
- le règlement délégué (UE) No 1060/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'indication, par voie d'étiquetage, de la consommation d'énergie des appareils de réfrigération ménagers qui prévoit, entre autres, l'abrogation de la directive 94/2/CE (transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 28 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques) avec effet au 20 novembre 2011;
- et le règlement délégué (UE) No 1061/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'indication, par voie d'étiquetage, de la consommation d'énergie des lave-linge ménagers qui prévoit, entre autres, l'abrogation de la directive 95/12/CE (transposée en droit national par le règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des machines à laver le linge domestiques) avec effet au 20 décembre 2011.

La future loi pourra cependant servir de base légale aux règlements grand-ducaux concernant l'indication de la consommation d'énergie d'appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage, fondés à l'époque sur la loi habilitante du 9 août 1971 précitée (fait critiqué ex post par le Conseil d'Etat), jusqu'à ce que les dispositions de règlements délégués de la Commission européenne se substituent définitivement aux dispositions des règlements grand-ducaux concernés.

Comme le champ d'application de la loi à venir ne se limite pas aux seuls appareils domestiques mais s'étend aux produits liés à l'énergie ayant une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie durant leur utilisation, la nouvelle loi devrait, ensemble avec la loi du 15 décembre 2010 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie [...], pouvoir apporter sa part dans l'effort visant une réduction substantielle de la consommation énergétique et entraîner des effets bénéfiques pour l'environnement.

Les produits liés à l'énergie offrant des possibilités d'économies d'énergie considérables, il y a lieu d'accroître l'efficacité énergétique de ces produits. Cet objectif peut être atteint moyennant la mise à disposition d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique des produits liés à l'énergie qui oriente le choix de l'utilisateur final vers des produits consommant, directement ou indirectement, moins d'énergie et d'autres ressources essentielles pendant

l'utilisation et qui amène ainsi les fabricants à prendre des mesures en vue de réduire la consommation en énergie et en autres ressources essentielles des produits qu'ils fabriquent. Par ailleurs, cette information devrait également encourager l'utilisation rationnelle de tels produits.

Le système d'étiquetage énergétique introduit pour les appareils domestiques ayant fait ses preuves dans la promotion de produits économes en énergie, le projet de loi garde l'étiquette comme base de l'information fournie à l'utilisateur final sur l'efficacité énergétique des produits. Comme pour les appareils domestiques, cette information par voie d'étiquetage est complétée par des fiches d'information uniformes pour tous les produits concernés.

Toujours dans le but d'encourager l'utilisation de produits économes en énergie, le projet de loi établit des règles relatives à la passation des marchés publics et prévoit la mise en place éventuelle de mesures d'incitation pour ce type de produit.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. – *Objet et champ d'application*

(1) La présente loi établit un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.

(2) La présente loi s'applique aux produits liés à l'énergie qui ont une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, sur d'autres ressources essentielles pendant leur utilisation.

(3) La présente loi ne s'applique pas:

- a) aux produits d'occasion;
- b) à tout moyen de transport de personnes ou de marchandises;
- c) à la plaquette de puissance ou son équivalent, apposée pour des motifs de sécurité sur les produits.

Art. 2. – *Définitions*

Aux fins de la présente loi, on entend par:

- *autres ressources essentielles*: l'eau, les produits chimiques ou toute autre substance consommée par un produit au cours d'une utilisation normale;
- *directeur*: le directeur de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;
- *distributeur*: toute personne qui vend, loue, offre en location-vente ou expose des produits à destination de l'utilisateur final;
- *fiche d'information*: un tableau d'information uniformisé relatif à un produit;
- *fournisseur*: le fabricant ou son représentant agréé dans l'Union européenne ou l'importateur qui met le produit sur le marché ou le met en service. En leur absence, toute personne physique ou morale qui met sur le marché ou met en service des produits relevant de la présente loi est considérée comme un fournisseur;
- *incidence directe*: l'incidence des produits qui consomment réellement de l'énergie pendant l'utilisation;
- *incidence indirecte*: l'incidence des produits qui ne consomment pas d'énergie mais qui contribuent à la conservation d'énergie pendant l'utilisation;
- *Institut*: l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;
- *mise en service*: la première utilisation d'un produit, aux fins pour lesquelles il a été conçu, dans l'Union européenne;

- *mise sur le marché*: la première mise à disposition sur le marché de l'Union européenne d'un produit en vue de sa distribution ou de son utilisation dans l'Union européenne, à titre onéreux ou gratuit, indépendamment de la technique de vente mise en œuvre;
- *produit lié à l'énergie* ou *produit*: tout bien ayant une incidence sur la consommation d'énergie pendant son utilisation et mis sur le marché ou mis en service dans l'Union européenne, y compris les pièces prévues pour être intégrées dans un produit lié à l'énergie régi par la présente loi et qui sont mises sur le marché ou mises en service sous forme de pièces détachées destinées aux utilisateurs finals et dont la performance environnementale peut être évaluée de manière indépendante;
- *règlement*: un règlement délégué adopté par la Commission européenne en vertu de la directive 2010/30/UE et la complétant;
- *renseignements complémentaires*: les autres renseignements relatifs au rendement et aux caractéristiques d'un produit, fondés sur des données mesurables, qui concernent ou aident à évaluer sa consommation en énergie ou en autres ressources essentielles;
- *utilisation non autorisée de l'étiquette*: l'utilisation de l'étiquette par un utilisateur autre que les autorités d'un Etat membre ou les institutions de l'Union européenne, d'une manière non prévue dans la présente loi ou dans un règlement.

Art. 3. – Clauses de sauvegarde

(1) L'apposition d'autres étiquettes, marques symboles ou inscriptions qui ne satisfont pas aux exigences de la présente loi et des règlements correspondants est interdite sur les produits régis par la présente loi, si elle risque d'induire en erreur l'utilisateur final ou de créer chez lui une confusion en ce qui concerne la consommation d'énergie ou, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation.

(2) Lorsqu'un produit ne respecte pas toutes les exigences prévues par la présente loi et les règlements correspondants en ce qui concerne l'étiquette et la fiche d'information, le fournisseur est tenu de mettre ce produit en conformité avec ces exigences dans des conditions effectives et proportionnées fixées par le directeur.

Lorsque la non-conformité d'un produit a clairement été établie, le directeur prend les mesures préventives nécessaires, ainsi que des mesures visant à assurer la conformité du produit dans un délai précis, compte tenu du préjudice occasionné.

Si la non-conformité persiste, le directeur prend une décision restreignant ou interdisant la mise sur le marché ou la mise en service du produit en question ou veille à ce qu'il soit retiré du marché. Si le produit est retiré du marché ou si sa mise sur le marché est interdite, la Commission européenne et les autres Etats membres en sont immédiatement informés.

Art. 4. – Obligations d'information

(1) L'information sur la consommation en énergie électrique et en autres formes d'énergie ainsi que, le cas échéant, en autres ressources essentielles pendant l'utilisation et les informations complémentaires sont, conformément aux règlements, portées à la connaissance des utilisateurs finals au moyen d'une fiche d'information et d'une étiquette relatives aux produits offerts à la vente, à la location ou à la location-vente ou exposés à destination de l'utilisateur final, directement ou indirectement par tout mode de vente à distance, y compris l'internet.

(2) L'information visée au point (1) n'est fournie pour les produits intégrés ou installés que lorsque le règlement qui leur est applicable l'exige.

(3) Toute publicité, dans laquelle des informations ayant trait à l'énergie ou au prix sont divulguées, pour un modèle spécifique de produits liés à l'énergie régis par un règlement, comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

(4) Tout matériel promotionnel technique sur les produits liés à l'énergie qui décrit les paramètres techniques spécifiques d'un produit, à savoir les manuels techniques et les brochures de fabricants, qu'il soit imprimé ou disponible en ligne, fournit aux utilisateurs finals les informations nécessaires concernant la consommation d'énergie ou comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Art. 5. – Responsabilités des fournisseurs

(1) Les fournisseurs qui mettent sur le marché ou qui mettent en service les produits régis par un règlement fournissent une étiquette et une fiche d'information conformément à la présente loi et au règlement.

(2) Les fournisseurs produisent une documentation technique suffisante pour permettre d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et sur la fiche d'information. Cette documentation technique comprend:

- une description générale du produit;
- s'il y a lieu, les résultats des calculs de conception effectués;
- les rapports d'essais, s'ils sont disponibles, y compris ceux effectués par des organismes notifiés compétents, tels que définis aux termes d'autres réglementations de l'Union européenne;
- lorsque les chiffres sont utilisés pour des modèles similaires, les références permettant l'identification de ces derniers.

A cette fin, les fournisseurs peuvent utiliser la documentation déjà établie conformément aux exigences établies dans la législation pertinente de l'Union européenne.

(3) Les fournisseurs mettent cette documentation technique à disposition, aux fins de contrôle, pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit concerné.

S'ils en font la demande, les fournisseurs mettent à la disposition de l'Institut et de la Commission européenne une version électronique de la documentation technique dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de l'Institut ou de la Commission européenne.

(4) Les fournisseurs fournissent gratuitement aux distributeurs les étiquettes nécessaires, en ce qui concerne l'étiquetage et les informations relatives aux produits.

Sans préjudice de la possibilité de choisir leur système de livraison des étiquettes, les fournisseurs livrent rapidement les étiquettes aux distributeurs qui en font la demande.

(5) Les fournisseurs fournissent, outre les étiquettes, une fiche d'information.

(6) Les fournisseurs incluent une fiche d'information dans toutes les brochures relatives au produit. Lorsque le fournisseur ne fournit pas de brochures relatives au produit, il fournit des fiches d'information dans les autres documents fournis avec le produit.

(7) Les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et les fiches d'information qu'ils fournissent.

(8) Les fournisseurs sont réputés avoir marqué leur accord pour la publication des informations figurant sur l'étiquette ou dans la fiche d'information.

Art. 6. – Responsabilités des distributeurs

(1) Les distributeurs apposent correctement, de façon visible et lisible, les étiquettes et ils incluent la fiche d'information dans la brochure relative au produit ou dans les autres documents fournis avec le produit au moment de sa vente à l'utilisateur final.

(2) Les distributeurs apposent, chaque fois qu'un produit régi par un règlement est exposé, une étiquette appropriée à l'emplacement bien visible prévu dans le règlement applicable et dans au moins une des trois langues administratives désignées dans la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Art. 7. – Vente à distance et autres formes de vente

Lorsque les produits sont offerts à la vente, à la location ou à la location-vente par correspondance, sur catalogue, via l'Internet, par démarchage téléphonique ou par tout autre moyen qui implique qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'utilisateur final voie le produit exposé, le distributeur doit

garantir que les utilisateurs finals potentiels reçoivent les informations relatives au produit figurant sur l'étiquette et dans la fiche d'information avant d'acheter le produit.

Art. 8. – Libre circulation

(1) Le directeur ne peut pas interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché ou la mise en service des produits qui sont régis par la présente loi ou le règlement applicable et qui y satisfont.

(2) Jusqu'à preuve du contraire, le directeur considère que les étiquettes et les fiches d'information satisfont aux dispositions de la présente loi et des règlements. Il exige que les fournisseurs apportent des preuves au sens de l'article 5 quant à l'exactitude des informations figurant sur leurs étiquettes ou fiches d'information, lorsqu'il a des raisons de soupçonner que ces informations sont incorrectes.

(3) En cas de constatation d'une non-conformité des indications des données sur les fiches d'information et des étiquettes visées par la présente loi ou par ses règlements avec un produit offert en vente ou en location, les frais de surveillance du marché qui ont été à la base de cette constatation de non-conformité sont à charge du fournisseur. Si le fournisseur n'est pas établi dans l'Union européenne, ces frais sont à charge de son représentant dans l'Union européenne ou, à défaut, à charge du revendeur.

Art. 9. – Passation de marchés publics et mesures d'incitation

(1) Lorsqu'un produit est régi par un règlement, les pouvoirs adjudicateurs qui passent des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services conformément à la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, qui ne sont pas exclus en vertu des articles 26 à 32 de ladite loi, veillent à n'acquérir que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée.

(2) Le paragraphe 1 s'applique aux marchés dont la valeur est supérieure ou égale aux seuils fixés à l'article 21 de la loi précitée du 25 juin 2009.

(3) Des mesures d'incitation pour un produit régi par un règlement peuvent être mises en place en vue d'atteindre les niveaux de performance les plus élevés, y compris la classe d'efficacité énergétique la plus élevée, fixés dans le règlement applicable. Les impôts et les mesures fiscales ne constituent pas des incitations aux fins de la présente loi.

(4) Lorsque des mesures d'incitation sont mises en place pour des produits, tant pour les utilisateurs finals qui utilisent des produits à haute efficacité que pour les entreprises qui promeuvent et produisent ces produits, les niveaux de performance des produits sont exprimés en classes, conformément au règlement applicable, sauf lorsque des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans le règlement pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée sont imposés. Des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans le règlement pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée peuvent être fixés.

Art. 10. – Sanctions

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque:

1. aura mis sur le marché un produit sans avoir établi la documentation technique suffisante pour évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette;
2. aura sciemment apposé une étiquette contenant des informations inexactes ou incomplètes qui risquent d'induire en erreur ou de créer une confusion;
3. aura mis sur le marché un produit malgré une interdiction de mise sur le marché par le directeur en vertu de la non-observation des dispositions de la présente loi et des règlements d'exécution;
4. aura offert une vente à distance sans respecter les principes prévus à l'article 7;
5. aura refusé de mettre à disposition des agents de contrôle la documentation prévue à l'article 5.

Art. 11. – Dispositions finales

Les références faites à la directive 92/75/CEE dans des règlements grand-ducaux s'entendent comme faites à la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie.

Art. 12. – Abrogation

La loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/78/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits est abrogée.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad Article 1er. – Objet et champ d'application

L'article 1er définit l'objet et le champ d'application de la loi ainsi que des exceptions au champ d'application.

Ad Article 2. – Définitions

L'article 2 donne les définitions nécessaires à une compréhension correcte de la loi.

Ad Article 3. – Clauses de sauvegarde

L'article 3 interdit l'apposition d'étiquettes, de marques, de symboles ou d'inscriptions de nature à induire en erreur le consommateur sur la consommation d'énergie du produit concerné. Le paragraphe (2) permet au directeur de prendre les mesures appropriées lorsqu'une non-conformité en rapport avec l'étiquette et la fiche d'information est établie ou si elle persiste.

Ad Article 4. – Obligations d'information

L'information sur la consommation en énergie des produits est portée à la connaissance des utilisateurs finals moyennant une fiche d'information et une étiquette.

Cette disposition vaut également pour les produits intégrés ou installés si le règlement délégué afférent l'exige.

Par ailleurs, cet article impose certaines exigences à observer dans les publicités et le matériel promotionnel technique quant aux informations à fournir en matière d'énergie comme p. ex. la référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Ad Article 5. – Responsabilités des fournisseurs

Cet article traite de la responsabilité des fournisseurs.

Outre l'étiquette et la fiche d'information conforme aux dispositions de la loi et au règlement d'exécution visé, les fournisseurs produisent une documentation technique permettant d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et la fiche.

Ad Article 6. – Responsabilités des distributeurs

L'article 6 traite de la responsabilité des distributeurs en fournissant des précisions concernant l'apposition de l'étiquette et l'inclusion de la fiche d'information.

Ad Article 7. – Vente à distance et autres formes de vente

L'article 7 vise à garantir à ce que l'utilisateur final reçoive les informations figurant sur l'étiquette et dans la fiche d'information en cas de vente à distance ou de vente par toute autres formes de vente.

Ad Article 8. – Libre circulation

Cet article garantit la libre mise sur le marché des produits liés à l'énergie conformes à la présente loi et des règlements applicables.

Dans le souci de ne pas grever le budget de l'Etat par des dépenses imputables à des non-conformités de produits aux exigences de la présente loi et des règlements applicables, le paragraphe 3 de l'article précise à qui revient, en cas de constatation d'une non-conformité, la charge des frais causés par l'activité de contrôle.

Ad Article 9. – Passation de marchés publics et mesures d'incitation

Dans le but de contribuer à favoriser auprès des pouvoirs adjudicateurs l'utilisation de produits économes en énergie, l'article 9 établit des règles relatives à la passation des marchés publics et prévoit la possibilité de mettre en place des mesures d'incitation pour ce type de produit. La référence aux classes de performances conformément aux règlements délégués adoptés par la Commission européenne en matière d'étiquetage des produits liés à l'énergie harmonise les critères d'admissibilité des produits à un marché public et au bénéfice d'une mesure d'incitation.

Ad Article 10. – Sanctions

L'article 10 fixe le montant des amendes en cas d'infraction à la présente loi en reprenant les dispositions de l'article 9 „Sanctions pénales“ de la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations relatives aux produits.

Ad Article 11. – Dispositions finales

Cet article contient une mention précisant que les références faites à la directive 92/75/CEE dans des règlements grand-ducaux s'entendent comme faites à la directive 2010/30/UE.

Ad Article 12. – Abrogation

L'article abroge la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations relatives aux produits.

DIRECTIVE 2010/30/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 19 mai 2010

concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

(refonte)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 194, paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'avis du Comité économique et social européen ⁽¹⁾,

après consultation du Comité des régions,

statuant conformément à la procédure législative ordinaire ⁽²⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits ⁽³⁾ a été modifiée de façon substantielle ⁽⁴⁾. Étant donné que de nouvelles modifications s'imposent, il convient, dans un souci de clarté, de procéder à la refonte de ladite directive.
- (2) Le champ d'application de la directive 92/75/CEE se limite aux appareils domestiques. La communication de la Commission du 16 juillet 2008 sur le plan d'action pour une consommation et une production durables et

pour une politique industrielle durable a démontré que l'extension du champ d'application de la directive 92/75/CEE aux produits liés à l'énergie ayant une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie pendant leur utilisation pourrait renforcer les synergies potentielles entre les mesures législatives existantes, et notamment avec la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie ⁽⁵⁾. La présente directive ne devrait pas porter atteinte à l'application de la directive 2009/125/CE. Elle fait partie, avec la directive précitée et d'autres instruments de l'Union, d'un cadre juridique plus large et, dans le cadre d'une approche globale, entraîne des économies d'énergie supplémentaires, ainsi que des effets bénéfiques pour l'environnement.

- (3) Les conclusions de la présidence du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 soulignent qu'il est nécessaire d'accroître l'efficacité énergétique dans l'Union afin d'atteindre l'objectif visant à économiser 20 % de la consommation énergétique de l'Union d'ici à 2020, fixent des objectifs pour le développement des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'Union et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et appellent à une mise en œuvre rapide et complète des mesures clés mises en avant dans la communication de la Commission du 19 octobre 2006 intitulée «Plan d'action pour l'efficacité énergétique: Réaliser le potentiel». Ce plan d'action met en lumière les possibilités d'économies d'énergie considérables dans le secteur des produits.

- (4) L'amélioration de l'efficacité des produits liés à l'énergie par le choix informé des consommateurs bénéficie à l'économie de l'Union dans son ensemble.

⁽¹⁾ JO C 228 du 22.9.2009, p. 90.

⁽²⁾ Position du Parlement européen du 5 mai 2009 (non encore parue au Journal officiel), position du Conseil en première lecture du 14 avril 2010 (non encore parue au Journal officiel) et position du Parlement européen du 18 mai 2010 (non encore parue au Journal officiel).

⁽³⁾ JO L 297 du 13.10.1992, p. 16.

⁽⁴⁾ Voir l'annexe I, partie A.

⁽⁵⁾ JO L 285 du 31.10.2009, p. 10.

- (5) La fourniture d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique des produits liés à l'énergie devrait orienter le choix de l'utilisateur final au profit des produits consommant, directement ou indirectement, moins d'énergie et d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation. Les fabricants seront, par conséquent, amenés à prendre des mesures en vue de réduire la consommation en énergie et en autres ressources essentielles des produits qu'ils fabriquent. Afin de contribuer à atteindre l'objectif de l'Union de 20 % en matière d'efficacité énergétique, cette information devrait encourager également, de manière indirecte, l'utilisation rationnelle de ces produits. En l'absence de cette information, l'action des forces du marché ne permettra pas à elle seule de promouvoir, pour ces produits, l'utilisation rationnelle de l'énergie et d'autres ressources essentielles.
- (6) Il convient de rappeler qu'il existe des législations de l'Union et nationales qui confèrent certains droits aux consommateurs en ce qui concerne les produits achetés, y compris le dédommagement ou l'échange du produit.
- (7) La Commission devrait établir une liste prioritaire de produits liés à l'énergie qui pourraient être régis par un acte délégué adopté en vertu de la présente directive. Cette liste pourrait être incluse dans le plan de travail visé dans la directive 2009/125/CE.
- (8) L'information joue un rôle capital dans le fonctionnement des forces du marché et, à cet effet, il est nécessaire d'introduire une étiquette uniforme pour tous les produits d'un même type, de fournir aux acheteurs potentiels des informations complémentaires normalisées relatives au coût en énergie et à la consommation de ces produits en autres ressources essentielles et de prendre des mesures afin que ces informations soient données également aux utilisateurs finals potentiels qui ne voient pas le produit exposé et n'ont donc pas la possibilité de voir l'étiquette. Par souci d'efficacité, l'étiquette devrait être facilement reconnaissable pour les utilisateurs finals, simple et concise. À cette fin, il convient de conserver la présentation actuelle de l'étiquette comme base de l'information fournie à l'utilisateur final sur l'efficacité énergétique des produits. La consommation d'énergie et les autres données concernant les produits devraient être mesurées selon des normes et des méthodes harmonisées.
- (9) Comme l'indique l'analyse d'impact de la Commission accompagnant sa proposition de directive, le système d'étiquetage énergétique a été repris comme modèle dans différents pays du monde.
- (10) Les États membres devraient contrôler régulièrement le respect de la présente directive et inclure les informations pertinentes dans le rapport qu'en vertu de la présente directive, ils doivent remettre tous les quatre ans à la Commission, en accordant une attention particulière aux responsabilités des fournisseurs et des distributeurs.
- (11) Le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits ⁽¹⁾ contient des dispositions générales relatives à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits. Aux fins des objectifs de la présente directive, celle-ci prévoit des dispositions plus détaillées à cet égard. Ces dispositions sont compatibles avec le règlement (CE) n° 765/2008.
- (12) Un système purement facultatif aurait pour conséquence que seuls quelques produits seraient étiquetés ou dotés d'informations uniformes relatives au produit, au risque de créer la confusion chez certains utilisateurs finals, voire d'entraîner une mauvaise information de ceux-ci. Le présent système devrait, par conséquent, assurer l'information sur la consommation d'énergie et d'autres ressources essentielles par voie d'étiquetage et au moyen de fiches d'information uniformes pour tous les produits concernés.
- (13) Les produits liés à l'énergie ont, pendant leur utilisation, une incidence directe ou indirecte sur la consommation d'énergie sous une grande variété de formes, dont les plus importantes sont l'électricité et le gaz. La présente directive devrait, dès lors, couvrir les produits liés à l'énergie qui ont, pendant leur utilisation, une incidence directe ou indirecte sur la consommation de toute forme d'énergie.
- (14) Les produits liés à l'énergie qui ont une incidence directe ou indirecte sur la consommation d'énergie ou, le cas échéant, de ressources essentielles pendant leur utilisation et qui offrent des possibilités suffisantes d'amélioration du rendement énergétique devraient être régis par un acte délégué, lorsque la fourniture d'informations par voie d'étiquetage peut inciter les utilisateurs finals à acheter des produits plus performants.
- (15) Pour atteindre les objectifs de l'Union en matière de changement climatique et de sécurité énergétique, et compte tenu du fait que le volume total d'énergie consommé par les produits devrait continuer à augmenter à long terme, les actes délégués adoptés en vertu de la présente directive pourraient également prévoir, le cas échéant, la mise en évidence sur l'étiquette de la consommation énergétique totale élevée du produit.
- (16) Dans un certain nombre d'États membres, des règles relatives à la passation des marchés publics imposent aux pouvoirs adjudicateurs de conclure des marchés pour la fourniture de produits économes en énergie. Un certain nombre d'États membres ont également mis en place des mesures d'incitation pour ce type de produit. Les critères d'admissibilité des produits à un marché public ou au bénéfice d'une mesure d'incitation peuvent fortement varier d'un État membre à l'autre. La référence aux classes de performances en tant que niveaux pour certains produits, conformément aux actes délégués adoptés en vertu de la directive, pourrait réduire la fragmentation des marchés publics et des mesures d'incitation et favoriser l'utilisation de produits économes en énergie.

⁽¹⁾ JO L 218 du 13.8.2008, p. 30.

- (17) Les mesures d'incitation éventuellement mises en place par des États membres pour promouvoir les produits économes en énergie pourraient constituer une aide d'État. La présente directive ne préjuge pas de l'issue d'éventuelles procédures relatives aux aides d'État qui pourraient être intentées à l'égard de ces mesures d'incitation en vertu des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et elle ne devrait pas couvrir les impôts et les questions fiscales. Les États membres sont libres de décider de la nature de ces mesures d'incitation.
- (18) La promotion de produits économes en énergie par voie d'étiquetage, de marchés publics ou de mesures d'incitation ne devrait pas nuire aux performances globales en matière d'environnement ni au fonctionnement de tels produits.
- (19) Il convient d'habiliter la Commission à adopter des actes délégués conformément à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne l'étiquetage et les informations uniformes relatives à la consommation en énergie et en autres ressources essentielles des produits liés à l'énergie pendant leur utilisation. Il est particulièrement important que la Commission procède aux consultations appropriées tout au long de son travail préparatoire, y compris au niveau des experts.
- (20) La Commission devrait soumettre régulièrement au Parlement européen et au Conseil une synthèse, couvrant l'Union et chaque État membre séparément, des rapports présentés par les États membres en vertu de la présente directive sur les activités de contrôle de la mise en œuvre et sur le niveau de conformité.
- (21) La Commission devrait être chargée de l'adaptation des classements figurant sur l'étiquette en vue de permettre aux entreprises de prévoir leur production et aux consommateurs de s'y retrouver.
- (22) Dans une mesure qui varie selon le produit concerné, les progrès technologiques et le potentiel d'économies d'énergie supplémentaires significatives pourraient rendre nécessaire une plus grande différenciation des produits et justifier un réexamen des classements. Ce réexamen devrait porter notamment sur la possibilité d'un changement d'échelle. Il devrait être réalisé le plus rapidement possible dans le cas de produits qui, en raison de leurs caractéristiques très innovantes, peuvent contribuer de manière significative à l'efficacité énergétique.
- (23) Lorsqu'elle analysera en 2012 les progrès réalisés et fera rapport sur la mise en œuvre du plan d'action pour une consommation et une production durables et pour une politique industrielle durable, la Commission examinera en particulier si de nouvelles mesures pour améliorer la performance énergétique et environnementale des produits sont nécessaires, y compris, entre autres, la possibilité de fournir aux consommateurs des informations sur l'empreinte carbonique des produits ou sur leur impact environnemental tout au long de leur cycle de vie.
- (24) L'obligation de transposer la présente directive en droit national devrait être limitée aux dispositions qui constituent une modification de fond par rapport à la directive 92/75/CEE. L'obligation de transposer les dispositions inchangées résulte de la directive 92/75/CEE.
- (25) Lorsqu'ils mettent en œuvre les dispositions de la présente directive, les États membres devraient s'efforcer de s'abstenir d'adopter des mesures qui pourraient entraîner des obligations administratives inutilement lourdes pour les acteurs du marché concernés, en particulier les petites et moyennes entreprises.
- (26) La présente directive ne devrait pas porter atteinte aux obligations des États membres concernant les délais de transposition en droit national et d'application de la directive 92/75/CEE.
- (27) Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» ⁽¹⁾, les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de l'Union, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition, et à les rendre publics,

ONT ADOPTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

Champ d'application

1. La présente directive établit un cadre pour l'harmonisation des mesures nationales concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.
2. La présente directive s'applique aux produits liés à l'énergie qui ont une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, sur d'autres ressources essentielles pendant leur utilisation.
3. La présente directive ne s'applique pas:
 - a) aux produits d'occasion;
 - b) à tout moyen de transport de personnes ou de marchandises;
 - c) à la plaquette de puissance ou son équivalent, apposée pour des motifs de sécurité sur les produits.

⁽¹⁾ JO C 321 du 31.12.2003, p. 1.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente directive, on entend par:

- a) «produit lié à l'énergie» ou «produit», tout bien ayant une incidence sur la consommation d'énergie pendant son utilisation et mis sur le marché et/ou mis en service dans l'Union, y compris les pièces prévues pour être intégrées dans un produit lié à l'énergie régi par la présente directive et qui sont mises sur le marché et/ou mises en service sous forme de pièces détachées destinées aux utilisateurs finals et dont la performance environnementale peut être évaluée de manière indépendante;
- b) «fiche», un tableau d'information uniformisé relatif à un produit;
- c) «autres ressources essentielles», l'eau, les produits chimiques ou toute autre substance consommée par un produit au cours d'une utilisation normale;
- d) «renseignements complémentaires», les autres renseignements relatifs au rendement et aux caractéristiques d'un produit, fondés sur des données mesurables, qui concernent ou aident à évaluer sa consommation en énergie ou en autres ressources essentielles;
- e) «incidence directe», l'incidence des produits qui consomment réellement de l'énergie pendant l'utilisation;
- f) «incidence indirecte», l'incidence des produits qui ne consomment pas d'énergie mais qui contribuent à la conservation d'énergie pendant l'utilisation;
- g) «distributeur», un détaillant ou toute autre personne qui vend, loue, offre en location-vente ou expose des produits à destination de l'utilisateur final;
- h) «fournisseur», le fabricant ou son représentant agréé dans l'Union ou l'importateur qui met le produit sur le marché ou le met en service dans l'Union. En leur absence, toute personne physique ou morale qui met sur le marché ou met en service des produits relevant de la présente directive est considérée comme un fournisseur;
- i) «mise sur le marché», la première mise à disposition sur le marché de l'Union d'un produit en vue de sa distribution ou de son utilisation dans l'Union, à titre onéreux ou gratuit, indépendamment de la technique de vente mise en œuvre;
- j) «mise en service», la première utilisation d'un produit, aux fins pour lesquelles il a été conçu, dans l'Union;
- k) «utilisation non autorisée de l'étiquette», l'utilisation de l'étiquette par un utilisateur autre que les autorités d'un

État membre ou les institutions de l'Union, d'une manière non prévue dans la présente directive ou dans un acte délégué.

Article 3

Responsabilités des États membres

1. Les États membres veillent à ce que:
 - a) tous les fournisseurs et distributeurs établis sur leur territoire remplissent les obligations établies aux articles 5 et 6;
 - b) si elle risque d'induire en erreur l'utilisateur final ou de créer chez lui une confusion en ce qui concerne la consommation d'énergie ou, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation, l'apposition d'autres étiquettes, marques, symboles ou inscriptions qui ne satisfont pas aux exigences de la présente directive et des actes délégués correspondants soit interdite sur les produits régis par la présente directive;
 - c) l'introduction du système d'étiquettes et de fiches relatif à la consommation ou aux économies d'énergie soit assortie de campagnes d'information à caractère éducatif et promotionnel destinées à promouvoir l'efficacité énergétique et une utilisation plus responsable de l'énergie de la part des utilisateurs finals;
 - d) des mesures appropriées soient prises pour encourager les autorités nationales ou régionales responsables de la mise en œuvre de la présente directive à coopérer et à s'échanger des informations, ainsi qu'à échanger des informations avec la Commission, en vue de faciliter l'application de la présente directive. La coopération administrative et l'échange d'informations reposent autant que possible sur les moyens de communication électroniques, sont efficaces au regard du coût et peuvent bénéficier de l'assistance des programmes pertinents de l'Union. Cette coopération garantit la sécurité et la confidentialité du traitement et la protection des informations sensibles communiquées dans le cadre de cette procédure, le cas échéant. La Commission prend les mesures appropriées pour encourager la coopération entre États membres visée au présent point, et pour y contribuer.
2. Lorsqu'un État membre constate qu'un produit ne respecte pas toutes les exigences prévues par la présente directive et ses actes délégués en ce qui concerne l'étiquette et la fiche, le fournisseur est tenu de mettre ce produit en conformité avec ces exigences dans des conditions effectives et proportionnées fixées par ledit État membre.

Lorsque la non-conformité d'un produit a clairement été établie, l'État membre concerné prend les mesures préventives nécessaires, ainsi que des mesures visant à assurer la conformité du produit dans un délai précis, compte tenu du préjudice occasionné.

Si la non-conformité persiste, l'État membre concerné prend une décision restreignant ou interdisant la mise sur le marché et/ou la mise en service du produit en question ou veille à ce qu'il soit retiré du marché. Si le produit est retiré du marché ou si sa mise sur le marché est interdite, la Commission et les autres États membres en sont immédiatement informés.

3. Tous les quatre ans, les États membres soumettent à la Commission un rapport contenant des informations détaillées sur leurs activités de mise en œuvre et le niveau de conformité sur leur territoire.

La Commission peut fournir des précisions sur le contenu commun de ces rapports dans des lignes directrices.

4. La Commission fournit régulièrement au Parlement européen et au Conseil pour information une synthèse desdits rapports.

Article 4

Obligations d'information

Les États membres veillent à ce que:

- a) l'information sur la consommation en énergie électrique et en autres formes d'énergie ainsi que, le cas échéant, en autres ressources essentielles pendant l'utilisation et les informations complémentaires soient, conformément aux actes délégués adoptés en vertu de la présente directive, portées à la connaissance des utilisateurs finals au moyen d'une fiche et d'une étiquette relatives aux produits offerts à la vente, à la location ou à la location-vente ou exposés à destination de l'utilisateur final, directement ou indirectement par tout mode de vente à distance, y compris l'internet;
- b) l'information visée au point a) ne soit fournie pour les produits intégrés ou installés que lorsque l'acte délégué qui leur est applicable l'exige;
- c) toute publicité, dans laquelle des informations ayant trait à l'énergie ou au prix sont divulguées, pour un modèle spécifique de produits liés à l'énergie régis par un acte délégué adopté en vertu de la présente directive, comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit;
- d) tout matériel promotionnel technique sur les produits liés à l'énergie qui décrit les paramètres techniques spécifiques d'un produit, à savoir les manuels techniques et les brochures de fabricants, qu'il soit imprimé ou disponible en ligne, fournisse aux utilisateurs finals les informations nécessaires concernant la consommation d'énergie ou comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Article 5

Responsabilités des fournisseurs

Les États membres veillent à ce que:

- a) les fournisseurs qui mettent sur le marché ou qui mettent en service les produits régis par un acte délégué fournissent une étiquette et une fiche conformément à la présente directive et à l'acte délégué;
- b) les fournisseurs produisent une documentation technique suffisante pour permettre d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et sur la fiche. Cette documentation technique comprend:
 - i) une description générale du produit,
 - ii) s'il y a lieu, les résultats des calculs de conception effectués,
 - iii) les rapports d'essais, s'ils sont disponibles, y compris ceux effectués par des organismes notifiés compétents, tels que définis aux termes d'autres réglementations de l'Union,
 - iv) lorsque les chiffres sont utilisés pour des modèles similaires, les références permettant l'identification de ces derniers.

À cette fin, les fournisseurs peuvent utiliser la documentation déjà établie conformément aux exigences établies dans la législation pertinente de l'Union;

- c) les fournisseurs mettent cette documentation technique à disposition, aux fins de contrôle, pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit concerné.

Les fournisseurs mettent à la disposition des autorités de surveillance du marché des États membres et de la Commission une version électronique de la documentation technique, si elles en font la demande, dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de l'autorité compétente d'un État membre ou de la Commission;

- d) les fournisseurs fournissent gratuitement aux distributeurs les étiquettes nécessaires, en ce qui concerne l'étiquetage et les informations relatives aux produits.

Sans préjudice de la possibilité de choisir leur système de livraison des étiquettes, les fournisseurs livrent rapidement les étiquettes aux distributeurs qui en font la demande;

- e) les fournisseurs fournissent, outre les étiquettes, une fiche d'information;
- f) les fournisseurs incluent une fiche d'information dans toutes les brochures relatives au produit. Lorsque le fournisseur ne fournit pas de brochures relatives au produit, il fournit des fiches dans les autres documents fournis avec le produit;
- g) les fournisseurs soient responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et les fiches qu'ils fournissent;
- h) les fournisseurs soient réputés avoir marqué leur accord pour la publication des informations figurant sur l'étiquette ou dans la fiche.

Article 6

Responsabilités des distributeurs

Les États membres veillent à ce que:

- a) les distributeurs apposent correctement, de façon visible et lisible, les étiquettes et qu'ils incluent la fiche dans la brochure relative au produit ou dans les autres documents fournis avec le produit au moment de sa vente à l'utilisateur final;
- b) les distributeurs apposent, chaque fois qu'un produit régi par un acte délégué est exposé, une étiquette appropriée à l'emplacement bien visible prévu dans l'acte délégué applicable et dans la langue appropriée.

Article 7

Vente à distance et autres formes de vente

Lorsque les produits sont offerts à la vente, à la location ou à la location-vente par correspondance, sur catalogue, via l'internet, par démarchage téléphonique ou par tout autre moyen qui implique qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'utilisateur final potentiel voie le produit exposé, les actes délégués contiennent des dispositions visant à garantir que les utilisateurs finals potentiels reçoivent les informations relatives au produit figurant sur l'étiquette et dans la fiche avant d'acheter le produit. Les actes délégués précisent, le cas échéant, la façon dont l'étiquette ou la fiche, ou les informations qu'elles contiennent, sont montrées ou fournies à l'utilisateur final potentiel.

Article 8

Libre circulation

1. Les États membres ne peuvent pas interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché ou la mise en service, sur leur territoire, des produits qui sont régis par la présente directive ou l'acte délégué applicable et qui y satisfont.
2. Jusqu'à preuve du contraire, les États membres considèrent que les étiquettes et les fiches satisfont aux dispositions de la

présente directive et des actes délégués. Ils exigent que les fournisseurs apportent des preuves au sens de l'article 5 quant à l'exactitude des informations figurant sur leurs étiquettes ou fiches, lorsqu'ils ont des raisons de soupçonner que ces informations sont incorrectes.

Article 9

Passation de marchés publics et mesures d'incitation

1. Lorsqu'un produit est régi par un acte délégué, les pouvoirs adjudicateurs qui passent des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services conformément à la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services⁽¹⁾, qui ne sont pas exclus en vertu des articles 12 à 18 de ladite directive, veillent à n'acquérir que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée. Les États membres peuvent aussi imposer aux pouvoirs adjudicateurs de n'acquérir que des produits qui satisfont auxdits critères. Les États membres peuvent subordonner l'application desdits critères à l'efficacité au regard du coût, à la faisabilité économique et à l'adéquation technique, ainsi qu'à un niveau de concurrence suffisant.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux marchés dont la valeur est supérieure ou égale aux seuils fixés à l'article 7 de la directive 2004/18/CE.

3. Lorsqu'ils mettent en place des mesures d'incitation pour un produit régi par un acte délégué, les États membres visent à atteindre les niveaux de performance les plus élevés, y compris la classe d'efficacité énergétique la plus élevée, fixés dans l'acte délégué applicable. Les impôts et les mesures fiscales ne constituent pas des incitations aux fins de la présente directive.

4. Lorsqu'ils mettent en place des mesures d'incitation pour des produits, tant pour les utilisateurs finals qui utilisent des produits à haute efficacité que pour les entreprises qui promeuvent et produisent ces produits, les États membres expriment les niveaux de performance des produits en classes, conformément à l'acte délégué applicable, sauf lorsqu'ils imposent des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans l'acte délégué pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée. Les États membres peuvent imposer des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans l'acte délégué pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée.

Article 10

Actes délégués

1. La Commission définit les spécifications relatives à l'étiquette et à la fiche au moyen d'actes délégués conformément aux articles 11, 12 et 13, pour chaque type de produit conformément au présent article.

⁽¹⁾ JO L 134 du 30.4.2004, p. 114.

Le produit qui satisfait aux critères énoncés au paragraphe 2 est régi par un acte délégué conformément au paragraphe 4.

Les dispositions des actes délégués concernant les informations figurant sur l'étiquette et dans la fiche, relatives à la consommation du produit en énergie ou en autres ressources essentielles pendant son utilisation, permettent aux utilisateurs finals d'effectuer leur achat en meilleure connaissance de cause et aux autorités de surveillance du marché de vérifier si les produits satisfont aux informations fournies.

Lorsqu'un acte délégué prévoit des dispositions concernant à la fois l'efficacité énergétique et la consommation du produit en ressources essentielles, le dessin et le contenu de l'étiquette mettent en évidence l'efficacité énergétique du produit.

2. Les critères visés au paragraphe 1 sont les suivants:

- a) les produits doivent avoir un potentiel élevé d'économies d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles, compte tenu des chiffres disponibles les plus récents et des quantités mises sur le marché de l'Union;
- b) les produits disponibles sur le marché présentant des fonctionnalités équivalentes doivent avoir des niveaux de performances pertinents très variés;
- c) la Commission tient compte de la législation de l'Union et des mesures d'autorégulation pertinentes, telles que les accords volontaires, qui visent à atteindre les objectifs stratégiques plus rapidement ou à un moindre coût que des exigences contraignantes.

3. Lorsqu'elle élabore un projet d'acte délégué, la Commission:

- a) tient compte des caractéristiques environnementales énoncées à l'annexe I, partie 1, de la directive 2009/125/CE qui sont considérées comme significatives dans la mesure d'exécution applicable adoptée au titre de la directive 2009/125/CE et qui présentent un intérêt pour l'utilisateur final pendant l'utilisation du produit;
- b) évalue les incidences de l'acte sur l'environnement, les utilisateurs finals et les fabricants, notamment les incidences sur les petites et moyennes entreprises (PME) en termes de compétitivité, y compris sur les marchés des pays tiers, de l'innovation, de l'accès au marché et des coûts et avantages;
- c) consulte les parties intéressées de manière appropriée;
- d) fixe la ou les dates d'application, les mesures ou périodes transitoires ou mises en œuvre par étapes, compte tenu notamment des conséquences éventuelles pour les PME, ou pour des groupes de produits spécifiques essentiellement fabriqués par des PME.

4. Les actes délégués indiquent en particulier:

- a) la définition exacte du type de produits à mentionner;
- b) les normes et les méthodes de mesure à appliquer pour obtenir les informations visées à l'article 1^{er}, paragraphe 1;
- c) les précisions relatives à la documentation technique exigée en vertu de l'article 5;
- d) le dessin et le contenu de l'étiquette visée à l'article 4, qui, dans toute la mesure du possible, présente des caractéristiques uniformes quant au dessin dans l'ensemble des groupes de produits et est, dans tous les cas, clairement visible et lisible. Le modèle de l'étiquette utilise comme base la classification «A à G»; les degrés de la classification correspondent à des économies significatives d'énergie et de coût pour les utilisateurs finals.

Trois classes supplémentaires peuvent être ajoutées à la classification en fonction des progrès technologiques. Ces classes supplémentaires seront désignées par les signes A+, A++ et A+++ pour la classe la plus efficace. En principe, le nombre total de classes sera limité à sept, sauf si un plus grand nombre de classes sont encore peuplées.

L'échelle de couleurs comprend au maximum sept couleurs différentes allant du vert foncé au rouge. Seul le code couleur de la classe la plus élevée est toujours le vert foncé. S'il y a plus de sept classes, seule la couleur rouge peut être subdivisée.

La classification est revue en particulier lorsque, dans le marché intérieur, une proportion importante de produits atteint les deux classes d'efficacité énergétique les plus élevées et lorsque des économies supplémentaires peuvent être réalisées par une plus grande différenciation des produits.

Les critères détaillés pour une éventuelle reclassification des produits sont, le cas échéant, définis au cas par cas dans l'acte délégué applicable;

- e) l'endroit où l'étiquette doit être apposée sur le produit exposé et la manière dont l'étiquette et/ou l'information doit être fournie dans le cas des offres de vente prévues par l'article 7. Si nécessaire, les actes délégués peuvent prévoir que l'étiquette est apposée sur le produit ou imprimée sur l'emballage, ou définir des exigences relatives à l'impression des étiquettes dans les catalogues ou à leur utilisation dans le cas des ventes à distance et des ventes via l'internet;
- f) le contenu de la fiche ou des informations complémentaires prévues à l'article 4 et à l'article 5, point c), et, si nécessaire, son format ainsi que d'autres précisions à cet égard. Les informations figurant sur l'étiquette sont également incluses dans la fiche;

- g) le contenu spécifique de l'étiquette indiquant, notamment, selon le cas, la classe énergétique et d'autres niveaux pertinents de performance du produit, de façon lisible et visible;
- h) la durée du classement énergétique, le cas échéant, conformément au point d);
- i) le degré d'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et dans les fiches;
- j) la date à laquelle l'acte délégué sera évalué et, éventuellement, modifié, en tenant compte du rythme des progrès technologiques.

Article 11

Exercice de la délégation

1. Le pouvoir d'adopter les actes délégués visés à l'article 10 est conféré à la Commission pour une période de cinq ans à compter du 19 juin 2010. La Commission présente un rapport relatif aux pouvoirs délégués au plus tard six mois avant la fin de la période de cinq ans. La délégation de pouvoir est automatiquement renouvelée pour des périodes d'une durée identique, sauf si le Parlement européen ou le Conseil la révoque conformément à l'article 12.
2. Aussitôt qu'elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie simultanément au Parlement européen et au Conseil.
3. Le pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées par les articles 12 et 13.

Article 12

Révocation de la délégation

1. La délégation de pouvoir visée à l'article 10 peut être révoquée par le Parlement européen ou le Conseil.
2. L'institution qui a entamé une procédure interne afin de décider si elle entend révoquer la délégation de pouvoir s'efforce d'informer l'autre institution et la Commission, dans un délai raisonnable avant de prendre une décision finale, en indiquant les pouvoirs délégués qui pourraient faire l'objet d'une révocation ainsi que les motifs éventuels de celle-ci.
3. La décision de révocation met un terme à la délégation des pouvoirs spécifiés dans ladite décision. Elle prend effet immédiatement ou à une date ultérieure qu'elle précise. Elle n'affecte pas la validité des actes délégués déjà en vigueur. Elle est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Article 13

Objections aux actes délégués

1. Le Parlement européen ou le Conseil peuvent formuler des objections à l'égard de l'acte délégué dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Sur l'initiative du Parlement européen ou du Conseil, ce délai est prolongé de deux mois.

2. Si, à l'expiration de ce délai, ni le Parlement européen ni le Conseil n'ont formulé d'objections à l'égard de l'acte délégué, celui-ci est publié au *Journal officiel de l'Union européenne* et entre en vigueur à la date qu'il indique.

L'acte délégué peut être publié au *Journal officiel de l'Union européenne* et entrer en vigueur avant l'expiration de ce délai si le Parlement européen et le Conseil ont tous les deux informé la Commission de leur intention de ne pas formuler d'objections.

3. Si le Parlement européen ou le Conseil formulent des objections à l'égard d'un acte délégué, celui-ci n'entre pas en vigueur. L'institution qui formule des objections à l'égard de l'acte délégué en expose les motifs.

Article 14

Évaluation

Le 31 décembre 2014 au plus tard, la Commission examine l'efficacité de la présente directive et de ses actes délégués et soumet un rapport au Parlement européen et au Conseil.

À cette occasion, la Commission examine également:

- a) la contribution de l'article 4, point c), à la réalisation de l'objectif de la présente directive;
- b) l'efficacité de l'article 9, paragraphe 1;
- c) à la lumière de l'évolution technologique et de la compréhension par les consommateurs de la présentation de l'étiquette, la nécessité de modifier l'article 10, paragraphe 4, point d).

Article 15

Sanctions

Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions nationales adoptées en vertu de la présente directive et de ses actes délégués, y compris en cas d'utilisation non autorisée de l'étiquette, et prennent les mesures nécessaires pour en garantir l'application. Les sanctions ainsi prévues doivent être effectives, proportionnées et dissuasives. Les États membres communiquent ces dispositions à la Commission au plus tard le 20 juin 2011 et l'informent sans délai de toute modification ultérieure apportée auxdites dispositions.

*Article 16***Transposition**

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 20 juin 2011. Ils en informent immédiatement la Commission.

Ils appliquent ces dispositions à partir du 20 juillet 2011.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Elles contiennent également une mention précisant que les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, à la directive 92/75/CEE s'entendent comme faites à la présente directive. Les modalités de cette référence et la formulation de cette mention sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

*Article 17***Abrogation**

La directive 92/75/CEE, telle que modifiée par le règlement indiqué à l'annexe I, partie A, est abrogée avec effet au 21 juillet 2011, sans préjudice des obligations des États membres en ce qui concerne les délais de transposition en

droit national et d'application de ladite directive indiqués à l'annexe I, partie B.

Les références faites à la directive 92/75/CEE s'entendent comme faites à la présente directive et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe II.

*Article 18***Entrée en vigueur**

La présente directive entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

L'article 5, points d), g) et h), est applicable à compter du 31 juillet 2011.

*Article 19***Destinataires**

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Strasbourg, le 19 mai 2010.

Par le Parlement européen

Le président

J. BUZEK

Par le Conseil

Le président

D. LÓPEZ GARRIDO

ANNEXE I

PARTIE A

Directive abrogée, avec sa modification

(visées à l'article 17)

Directive 92/75/CEE du Conseil
(JO L 297 du 13.10.1992, p. 16)

Règlement (CE) n° 1882/2003
(JO L 284 du 31.10.2003, p. 1)

Annexe III, point 32, uniquement

PARTIE B

Délais de transposition en droit national

(visés à l'article 16)

Directive	Date limite de transposition
92/75/CEE	1 ^{er} janvier 1994

ANNEXE II

Tableau de correspondance

Directive 92/75/CEE	Présente directive
Article 1 ^{er} , paragraphe 1, partie introductive, première phrase	Article 1 ^{er} , paragraphe 1
Article 1 ^{er} , paragraphe 1, partie introductive, deuxième phrase	Article 1 ^{er} , paragraphe 2
Article 1 ^{er} , paragraphe 1, du premier au septième tiret	—
Article 1 ^{er} , paragraphe 2	—
—	Article 1 ^{er} , paragraphe 3, points a) et b)
Article 1 ^{er} , paragraphe 3	Article 1 ^{er} , paragraphe 3, point c)
—	Article 2, points a) et b)
Article 1 ^{er} , paragraphe 4, premier et deuxième tirets	Article 2, points g) et h)
Article 1 ^{er} , paragraphe 4, troisième tiret	—
Article 1 ^{er} , paragraphe 4, quatrième tiret	Article 2, point c)
Article 1 ^{er} , paragraphe 4, cinquième tiret	Article 2, point d)
—	Article 2, points e), f), i), j) et k)
Article 1 ^{er} , paragraphe 5	—
Article 2, paragraphe 1	Article 4, point a)
—	Article 4, points b), c) et d)
Article 2, paragraphe 2	—
Article 2, paragraphe 3	Article 5, point b)
Article 2, paragraphe 4	Article 5, points b) et c)
Article 3, paragraphe 1	Article 5, point a)
Article 3, paragraphe 2	Article 5, points e) et f)
Article 3, paragraphe 3	Article 5, point g)
Article 3, paragraphe 4	Article 5, point h)
—	Article 6, point a)
Article 4, point a)	Article 6, point b)
Article 4, point b)	Article 5, point d)
Article 5	Article 7
Article 6	—
Article 7, point a)	Article 3, paragraphe 1, point a)
Article 7, point b)	Article 3, paragraphe 1, point b)
Article 7, point c)	Article 3, paragraphe 1, point c)
—	Article 3, paragraphe 1, point d)
—	Article 3, paragraphes 2, 3 et 4
Article 8, paragraphe 1	Article 8, paragraphe 1
Article 8, paragraphe 2	Article 8, paragraphe 2
Article 9	—

Directive 92/75/CEE	Présente directive
—	Article 9
Article 10	—
—	Article 10, paragraphes 1, 2 et 3
Article 11	—
Article 12, point a)	Article 10, paragraphe 4, point a)
Article 12, point b)	Article 10, paragraphe 4, point b)
Article 12, point c)	Article 10, paragraphe 4, point c)
Article 12, point d)	Article 10, paragraphe 4, point d)
Article 12, point e)	Article 10, paragraphe 4, point e)
Article 12, point f)	Article 10, paragraphe 4, point f)
Article 12, point g)	—
—	Article 10, paragraphe 4, points g), h), i) et j)
—	Articles 11, 12, 13, 14 et 15
Article 13	Article 17
Article 14	Article 16
—	Article 18
Article 15	Article 19
—	Annexe I
—	Annexe II

6259/01

N° 6259¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(7.4.2011)

L'objet du présent projet de loi est d'„établi[r] un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.¹“

Le projet de loi sous avis vise à transposer la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie. La directive opère une modification de fond par rapport à la directive 92/75/CEE du Conseil, du 22 septembre 1992, concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, laquelle directive 92/75/CEE a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 25 mars 2009 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits. Le projet de loi sous avis entend abroger cette dernière afin d'éviter toute confusion et de permettre la bonne application des dispositions sous le présent projet de loi.

Les règlements grand-ducaux existants en matière d'indication de la consommation d'énergie d'appareils ménagers à usage domestique², ayant comme base légale la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports, restent en vigueur. Or, les directives à l'origine des règlements grand-ducaux précités seront abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions sous forme de règlements délégués que la

1 Art. 1er du projet de loi sous avis.

2 Règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des sèches-linges à tambour; Règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lavantes-séchantes domestiques combinées; Règlement grand-ducal du 14 janvier 2000 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lampes domestiques; Règlement grand-ducal du 23 octobre 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 28 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques; etc.

Commission européenne peut adopter en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne³, complétant la directive 2010/30/UE.

La Chambre de Commerce relève que le projet de loi sous avis constitue le premier acte normatif luxembourgeois (dont elle est saisie) qui fasse application du concept de „règlement délégué“ de la Commission européenne consacré par le Traité de Lisbonne. L'article 290 du Traité prévoit, en effet, la possibilité pour la Commission européenne d'adopter des règlements délégués qui sont des actes de portée générale lui permettant de compléter ou modifier un acte législatif, voire même abroger et remplacer une directive. Les règlements délégués sont d'application directe dans le droit national et ne nécessitent donc pas de mesure de transposition particulière dans les Etats membres.

Par conséquent, jusqu'à substitution définitive des règlements grand-ducaux précités par les règlements délégués de la Commission européenne, la présente loi pourra servir de base légale auxdits règlements grand-ducaux concernant l'indication de la consommation d'énergie d'appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage.

La future loi devra, ensemble avec la loi du 15 décembre 2010 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'éco-conception applicables aux produits liés à l'énergie, pouvoir apporter sa part dans l'effort visant une réduction substantielle de la consommation énergétique et entraîner des effets bénéfiques pour l'environnement, en orientant les consommateurs vers des choix rationnels à travers le système de l'étiquetage comme base en ce qui concerne l'information sur les produits qui consomment, directement ou indirectement, moins d'énergie et d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation. Ceci devrait également mener les fabricants à prendre des mesures en vue de réduire la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie qu'ils fabriquent. L'action des forces de marché ne permettrait pas, à elle seule, de promouvoir, pour ces produits, l'utilisation rationnelle de l'énergie et d'autres ressources essentielles.

Le projet de loi sous avis établit également des règles relatives à la passation des marchés publics et prévoit la mise en place éventuelle de mesures d'incitation en faveur des produits permettant d'économiser de l'énergie. Le projet de loi sous avis vise à favoriser, auprès des pouvoirs adjudicateurs, l'utilisation de produits économes en énergie, veillant à ce que ces derniers n'acquiescent que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Concernant l'article 8 – Libre circulation, paragraphe 3

Le paragraphe 3 de l'article 8, ne se trouvant pas dans la directive 2010/30/UE, est justifié par l'article 3 paragraphe 2, alinéa 2: „Lorsque la non-conformité d'un produit a clairement été établie, le directeur prend les mesures préventives nécessaires, ainsi que des mesures visant à assurer la conformité du produit dans un délai précis, compte tenu du préjudice occasionné“. La Chambre de Commerce propose néanmoins que le paragraphe soit transféré à l'article 10 (Sanctions) et considéré comme une sanction administrative.

³ Article 290 du TFUE:

1. Un acte législatif peut déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes non législatifs de portée générale qui complètent ou modifient certains éléments non essentiels de l'acte législatif. Les actes législatifs délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation de pouvoir. Les éléments essentiels d'un domaine sont réservés à l'acte législatif et ne peuvent donc pas faire l'objet d'une délégation de pouvoir.
2. Les actes législatifs fixent explicitement les conditions auxquelles la délégation est soumise, qui peuvent être les suivantes:
 - a) le Parlement européen ou le Conseil peut décider de révoquer la délégation;
 - b) l'acte délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par l'acte législatif, le Parlement européen ou le Conseil n'exprime pas d'objections.

Aux fins des points a) et b), le Parlement européen statue à la majorité des membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.
3. L'adjectif „délégué“ ou „déléguée“ est inséré dans l'intitulé des actes délégués.

Concernant l'article 9 – Passation de marchés publics et mesures d'incitation

La Chambre de Commerce souhaite attirer l'attention sur cet article. Bien que l'intention des auteurs du projet de loi sous avis aille en faveur d'une consommation des produits plus économes en énergie, il ne faut pas négliger certains éléments. Ainsi, dans la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics (Chapitre V, article 11), les collectivités publiques doivent orienter leurs choix vers les produits les moins onéreux. Par conséquent, il faudrait définir des critères objectifs, tel que par exemple l'internationalisation des coûts externes à travers la valorisation monétaire du CO₂ ou de la consommation énergétique sur la durée de vie des produits. Ceci constitue une façon objective d'évaluer le coût réel du produit sur son cycle de vie, dépassant le seul critère du coût d'acquisition. Ainsi, il est insuffisant de catégoriser un produit dans une classe énergétique sans effectuer une distinction entre les différents éléments cités ci-dessus.

Concernant l'article 10 – Sanctions

Selon le Code pénal, article 498, „Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 EUR à 10.000 EUR, ou d'une de ces peines, celui qui aura trompé l'acheteur: sur l'identité du bien vendu, en livrant frauduleusement un bien autre que l'objet déterminé sur lequel a porté la transaction;

sur la nature ou l'origine du bien vendu, en vendant ou en livrant un bien semblable en apparence à celui qu'il a acheté ou qu'il a cru acheter.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux biens mobiliers et immobiliers.“

L'article 10 du présent projet de loi compte appliquer une peine d'emprisonnement de huit jours à deux mois et une amende de 251 EUR à 20.000 EUR ou d'une de ces peines. La Chambre de Commerce propose, pour éviter toute confusion, que les auteurs du présent projet de loi se conforment aux sanctions prévues à l'article 498 du Code pénal, cité ci-dessus.

Concernant l'article 12 – Abrogation

Il s'agit de corriger „directive 92/78/CEE“ par „directive 92/75/CEE“.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis, sous réserve de la prise en compte des remarques formulées ci-avant.

Service Central des Imprimés de l'Etat

6259/02

N° 6259²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations
uniformes relatives aux produits, de la consommation en
énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(4.5.2011)

Par sa lettre du 16 février 2011, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Le projet de loi sous avis vise à transposer en droit national la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie. Par conséquent, la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits sera abrogée.

En vertu de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Commission européenne peut compléter la directive 2010/30/UE en adoptant des règlements délégués concernant les différents produits liés à l'énergie. Des règlements délégués ont été pris en 2010 par la Commission européenne notamment pour les lave-vaisselle ménagers, les appareils de réfrigération ménagers et les lave-linge ménagers.

Etant donné que les produits liés à l'énergie ont une influence significative sur la consommation d'énergie, la nouvelle législation contribuera à mettre en oeuvre les objectifs de l'Union Européenne en matière de changement climatique par une réduction substantielle de la consommation énergétique et entraînera par ainsi des effets bénéfiques pour l'environnement.

Cet objectif peut être atteint moyennant la mise à disposition d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique des produits liés à l'énergie afin d'orienter le choix de l'utilisateur final vers des produits consommant moins d'énergie et d'autres ressources essentielles pendant leur utilisation.

Le système d'étiquetage énergétique a été repris comme modèle pour l'information fournie à l'utilisateur final sur l'efficacité énergétique des produits.

Le projet de loi établit également des règles relatives à la passation des marchés publics. En effet, lorsqu'un produit est régi par un règlement, les pouvoirs adjudicateurs doivent veiller à n'acquérir que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée.

Etant donné que le projet de loi sous avis transpose d'une manière fidèle la directive et qu'il s'inscrit dans le droit fil de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique, la Chambre des Métiers est en mesure d'approuver le projet de loi repris sous rubrique.

Luxembourg, le 4 mai 2011

*Pour la Chambre des Métiers,**Le Directeur,*
Paul ENSCH*Le Président,*
Roland KUHN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6259/03

N° 6259³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.6.2011)

Par dépêche du 18 février 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat pour avis du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, du texte de la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie ainsi que du tableau de correspondance entre la directive à transposer et le projet de loi élargé.

Les avis de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers ont été communiqués par dépêches respectivement du 15 avril et du 12 mai 2011.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous avis a pour but de transposer en droit national la directive 2010/30/UE précitée. Le Parlement européen et le Conseil, dans leur argumentation, considèrent „qu'il est nécessaire d'accroître l'efficacité énergétique dans l'Union afin d'atteindre l'objectif visant à économiser 20% de la consommation énergétique de l'Union d'ici à 2020“. Pour atteindre ce but, „la fourniture d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique des produits liés à l'énergie devrait orienter le choix de l'utilisateur final au profit des produits consommant, directement ou indirectement, moins d'énergie et d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation“. L'objet de cette directive, selon son article 1er, est „[d'établir] un cadre pour l'harmonisation des mesures nationales concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation“.

La transposition de la directive 2010/30/UE constitue une modification de fond par rapport à la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992, concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits. Cette directive a été transposée en droit luxembourgeois par une loi du 25 mars 2009. Le présent projet de loi entend abroger la loi sus-mentionnée.

La future loi pourra servir de base légale aux règlements grand-ducaux concernant l'indication de la consommation d'énergie d'appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage, fondés à l'époque sur la loi habilitante du 9 août 1971, jusqu'à ce que les dispositions de règlements délégués de la Commission européenne se substituent définitivement aux dispositions des règlements grand-ducaux.

Les directives à l'origine des règlements grand-ducaux précités seront abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions sous forme de règlements délégués que la Commission européenne peut adopter en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dans le souci d'encourager l'utilisation de produits économes en énergie, le projet de loi établit des règles relatives à la passation des marchés publics et prévoit la mise en place éventuelle de mesures d'incitation en faveur des produits permettant d'économiser de l'énergie.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Le texte du projet de loi sous examen donne lieu de la part du Conseil d'Etat aux observations ponctuelles suivantes.

Article 1er

L'article 1er définit l'objet et le champ d'application du projet de loi. Les trois paragraphes reprennent le texte de la directive 2010/30/UE.

Article 2

Quant à la forme, le Conseil d'Etat préconise la numérotation des différentes définitions, afin de faciliter les renvois et de reprendre ces définitions dans l'ordre retenu dans le texte de la directive.

Le Conseil d'Etat fait observer que les définitions des termes de „directeur“, d'„institut“ et de „règlement“ sont à qualifier d'abréviations. Le but de la définition n'est pas de permettre l'emploi d'une formule abrégée. L'ajout d'une formule du genre „dénommé ci-après „...““, ou „désigné ci-après par „...““, à la suite de la première mention au dispositif de la notion, de l'autorité ou de l'organisme visés est dès lors à recommander.

Article 11

L'article n'est pas conforme au principe de la séparation des pouvoirs en vertu duquel seul le Grand-Duc est en droit de modifier les règlements dont il est l'auteur. Par ailleurs, la disposition est superfétatoire en raison du principe qui veut que les références sont dynamiques. Les références sont implicitement modifiées du fait même de l'entrée en vigueur des nouveaux textes et elles n'ont pas besoin d'être adaptées explicitement lorsque l'acte auquel elles se réfèrent est remplacé.

Dès lors, l'article 11 est à supprimer sous peine d'opposition formelle et l'article 12 devient l'article 11.

Sous le bénéfice des observations qu'il vient de formuler, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi soumis à son avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 juin 2011.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

6259/04

N° 6259⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE**

(7.7.2011)

La Commission se compose de: M. Alex BODRY, Président; M. Claude HAAGEN, Rapporteur; Mme Diane ADEHM, MM. André BAULER, Félix EISCHEN, Jacques-Yves HENCKES, Henri KOX, Marc LIES, Claude MEISCH, Mme Lydia MUTSCH, MM. Marc SPAUTZ et Robert WEBER, Membres.

*

1) ANTECEDENTS

Le projet de loi 6259 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur le 9 mars 2011. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles et de la directive 2010/30/UE que le projet de loi vise à transposer.

L'avis de la Chambre de Commerce date du 7 avril 2011, celui de la Chambre des Métiers du 4 mai 2011.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 28 juin 2011.

Le 30 juin 2011, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire a désigné Monsieur Claude Haagen comme rapporteur du projet de loi 6259. Lors de sa réunion du 7 juillet 2011, la commission parlementaire a examiné tant le projet de loi que les avis des corporations et a adopté le présent rapport.

*

2) OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi transpose en droit national la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie.

La transposition de la directive 2010/30/UE constitue une modification de fond par rapport à la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992, concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits. Cette directive a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 25 mars 2009 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits.

Dans un souci de clarté et de bonne application des dispositions, le projet de loi entend abroger la loi du 25 mars 2009 prémentionnée. Les règlements grand-ducaux concernant l'indication de la consommation de l'énergie d'appareils à usage domestique restent en vigueur dans la mesure où leur base légale repose sur la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports.

Or, les directives à l'origine de ces règlements grand-ducaux précités seront abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions sous forme de règlements délégués¹ que la Commission européenne peut adopter en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, complétant la directive 2010/30/UE.

La future loi pourra cependant servir de base légale aux règlements grand-ducaux concernant l'indication de la consommation d'énergie d'appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage, fondés à l'époque sur la loi habilitante du 9 août 1971 précitée (fait critiqué ex post par le Conseil d'Etat), jusqu'à ce que les dispositions de règlements délégués de la Commission européenne se substituent définitivement aux dispositions des règlements grand-ducaux concernés.

A noter encore que le délai de transposition est fixé au 20 juin 2011.

Champ d'application

Rappelons tout d'abord que la loi du 25 mars 2009 prémentionnée s'applique aux appareils domestiques, qu'ils soient vendus ou non à des fins domestiques (par exemple réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver le linge, sèche-linge, machines à laver la vaisselle, fours, appareils de conditionnement d'air, sources lumineuses, etc.).

Le champ d'application de la loi à venir ne se limite pas aux seuls appareils domestiques mais s'étend aux produits liés à l'énergie ayant une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et sur d'autres ressources essentielles durant leur utilisation.

L'objectif du présent projet de loi est d'établir un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.

Les produits liés à l'énergie offrant des possibilités d'économies d'énergie considérables, il y a lieu d'accroître l'efficacité énergétique de ces produits. Cet objectif peut être atteint moyennant la mise à disposition d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique des produits liés à l'énergie qui oriente le choix de l'utilisateur final vers des produits consommant, directement ou indirectement, moins d'énergie et d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation et qui amène ainsi les fabricants à prendre des mesures en vue de réduire la consommation en énergie et en autres ressources essentielles des produits qu'ils fabriquent.

Par ailleurs, le projet de loi établit des règles relatives à la passation des marchés publics et prévoit la mise en place éventuelle de mesures d'incitation en faveur des produits permettant d'économiser de l'énergie.

¹ Citons à titre d'information:

- le règlement délégué (UE) No 1059/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'indication, par voie d'étiquetage, de la consommation d'énergie des lave-vaisselle ménagers qui prévoit, entre autres, l'abrogation de la directive 97/17/CE (transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques) avec effet au 20 décembre 2011;
- le règlement délégué (UE) No 1060/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'indication, par voie d'étiquetage, de la consommation d'énergie des appareils de réfrigération ménagers qui prévoit, entre autres, l'abrogation de la directive 94/2/CE (transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 28 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques) avec effet au 30 novembre 2011;
- et le règlement délégué (UE) No 1061/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'indication, par voie d'étiquetage, de la consommation d'énergie des lave-linge ménagers qui prévoit, entre autres, l'abrogation de la directive 95/12/CE (transposée en droit national par le règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des machines à laver le linge domestiques) avec effet au 20 décembre 2011.

Conjointement avec la loi du 15 décembre 2010 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie, la nouvelle loi devrait apporter sa part dans l'effort visant une réduction substantielle de la consommation énergétique et entraîner des effets bénéfiques pour l'environnement.

Le système d'étiquetage énergétique introduit pour les appareils domestiques ayant fait ses preuves dans la promotion de produits économes en énergie, le projet de loi garde l'étiquette comme base de l'information fournie à l'utilisateur final sur l'efficacité énergétique des produits. Comme pour les appareils domestiques, cette information par voie d'étiquetage est complétée par des fiches d'informations uniformes pour tous les produits concernés.

*

3) AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES ET DU CONSEIL D'ETAT

3.1) Avis de la Chambre de Commerce

Sous réserve de quelques remarques formulées dans son avis du 7 avril 2011, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi. Vu que les collectivités publiques doivent orienter leurs choix vers les produits les moins onéreux en vertu de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, la Chambre de Commerce estime qu'il faudrait définir des critères objectifs, tel que par exemple l'internalisation des coûts externes à travers la valorisation monétaire du CO₂ ou de la consommation énergétique sur la durée de vie des produits. Ceci constitue, aux yeux de la Chambre de Commerce, une façon objective d'évaluer le coût réel du produit sur son cycle de vie, dépassant le seul critère du coût d'acquisition.

3.2) Avis de la Chambre des Métiers

Etant donné que le projet de loi sous rubrique transpose d'une manière fidèle la directive et qu'il s'inscrit dans le droit fil de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique, la Chambre des Métiers est en mesure d'approuver le projet de loi.

3.3) Avis du Conseil d'Etat

Dans son avis du 28 juin 2011, le Conseil d'Etat fait notamment savoir que l'article 11 du projet de loi initial disposant que les références faites à la directive 92/75/CEE dans des règlements grand-ducaux s'entendent comme faites à la directive 2010/30/UE n'est pas conforme au principe de la séparation des pouvoirs en vertu duquel seul le Grand-Duc est en droit de modifier les règlements dont il est l'auteur. Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime que la disposition est superfétatoire en raison du principe qui veut que les références sont dynamiques. Il demande dès lors, sous peine d'opposition formelle, de supprimer l'article 11.

*

4) COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L'article 1er détermine l'objet et le champ d'application de la loi.

Le Conseil d'Etat note que le libellé de cet article reprend le texte de la directive à transposer.

Article 2

L'article 2 regroupe les définitions nécessaires à une compréhension correcte du dispositif légal.

Partiellement, la commission parlementaire a fait siennes les propositions du Conseil d'Etat. Ainsi, elle a numéroté les définitions, tout en les replaçant dans l'ordre retenu par la directive 2010/30/UE.

Toutefois, pour des raisons de lisibilité du dispositif, la commission a préféré maintenir dans cette liste les „définitions“ des termes de „directeur“, d'„Institut“ et de „règlement“, ajoutées par les auteurs

du projet de loi aux définitions données par la directive, même si ces trois „définitions“ supplémentaires s'apparentent davantage à des abréviations. Ces „définitions“ se retrouvent désormais au bout de l'énumération proposée. Pour ces termes, le Conseil d'Etat recommandait „l'ajout d'une formule du genre „dénommé ci-après „...““, ou „désigné ci-après par „...““, à la suite de la première mention au dispositif de la notion, de l'autorité ou de l'organisme visés.“.

Article 3

Cet article interdit l'apposition d'étiquettes, de marques, de symboles ou d'inscriptions de nature à induire en erreur le consommateur sur la consommation d'énergie du produit concerné.

Son deuxième paragraphe permet au directeur de prendre les mesures appropriées lorsqu'une non-conformité en rapport avec l'étiquette et la fiche d'information est établie ou si elle persiste.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 4

L'information sur la consommation en énergie des produits est portée à la connaissance des utilisateurs finals moyennant une fiche d'information et une étiquette.

Cette disposition vaut également pour les produits intégrés ou installés si le règlement délégué afférent l'exige. L'article 4 impose, par ailleurs, certaines exigences à observer dans les publicités et le matériel promotionnel technique quant aux informations à fournir en matière d'énergie, comme la référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 5

Cet article traite de la responsabilité des fournisseurs.

Outre l'étiquette et la fiche d'information conforme aux dispositions de la loi et au règlement d'exécution visé, les fournisseurs produisent une documentation technique permettant d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et la fiche.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 6

L'article 6 traite de la responsabilité des distributeurs en fournissant des précisions concernant l'apposition de l'étiquette et l'inclusion de la fiche d'information.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 7

L'article 7 vise à garantir à ce que l'utilisateur final reçoive les informations figurant sur l'étiquette et dans la fiche d'information en cas de vente à distance ou de vente par toute autre forme de vente.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 8

Cet article garantit la libre mise sur le marché des produits liés à l'énergie conformes à la présente loi et des règlements applicables.

Dans le souci de ne pas grever le budget de l'Etat par des dépenses imputables à des non-conformités de produits aux exigences de la présente loi et des règlements applicables, le paragraphe 3 de l'article précise à qui revient, en cas de constatation d'une non-conformité, la charge des frais causés par l'activité de contrôle.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 9

Dans le but de contribuer à favoriser auprès des pouvoirs adjudicateurs l'utilisation de produits économes en énergie, l'article 9 établit des règles relatives à la passation des marchés publics et prévoit la possibilité de mettre en place des mesures d'incitation pour ce type de produit. La référence aux classes de performances conformément aux règlements délégués adoptés par la Commission euro-

péenne en matière d'étiquetage des produits liés à l'énergie harmonise les critères d'admissibilité des produits à un marché public et au bénéfice d'une mesure d'incitation.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 10

L'article 10 fixe le montant des amendes en cas d'infraction à la présente loi en reprenant les dispositions de l'article 9 „Sanctions pénales“ de la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations relatives aux produits.

Article sans observation de la part du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne le point 4 de l'énumération des infractions visées par cette disposition, la commission parlementaire tient à souligner que toutes les formes de vente, location ou location-vente prévues par l'article 7 sont visées et non pas seulement la „vente à distance“ au sens étroit. Ainsi, sous peine de sanction, les principes arrêtés par l'article 7 sont à respecter lorsque les produits en question sont offerts „par correspondance, sur catalogue, via l'Internet, par démarchage téléphonique ou par tout autre moyen qui implique qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'utilisateur final potentiel voie le produit exposé“.

Article 11 ancien (supprimé)

Initialement, cet article visait à préciser que „les références faites à la directive 92/75/CEE dans des règlements grand-ducaux s'entendent comme faites à la directive 2010/30/UE“.

Faisant suite à l'opposition formelle du Conseil d'Etat, la commission parlementaire a supprimé cet article.

Au sujet de l'ancien article 11, le Conseil d'Etat note, en effet, que cette disposition „n'est pas conforme au principe de la séparation des pouvoirs en vertu duquel seul le Grand-Duc est en droit de modifier les règlements dont il est l'auteur. Par ailleurs, la disposition est superfétatoire en raison du principe qui veut que les références sont dynamiques. Les références sont implicitement modifiées du fait même de l'entrée en vigueur des nouveaux textes (...)“.

Article 11 (ancien article 12)

L'article final abroge la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations relatives aux produits.

Bien que sans observation de la part du Conseil d'Etat, la commission parlementaire, faisant suite à une remarque afférente de la Chambre de Commerce, a redressé une erreur qui s'était glissée dans la désignation de la directive (92/75/CEE et non 92/78/CEE) abrogée.

*

5) TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 6259 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI
concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations
uniformes relatives aux produits, de la consommation en
énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

Art. 1er. – *Objet et champ d'application*

(1) La présente loi établit un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.

(2) La présente loi s'applique aux produits liés à l'énergie qui ont une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, sur d'autres ressources essentielles pendant leur utilisation.

(3) La présente loi ne s'applique pas:

- a) aux produits d'occasion;
- b) à tout moyen de transport de personnes ou de marchandises;
- c) à la plaquette de puissance ou son équivalent, apposée pour des motifs de sécurité sur les produits.

Art. 2. – *Définitions*

Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) *produit lié à l'énergie* ou *produit*: tout bien ayant une incidence sur la consommation d'énergie pendant son utilisation et mis sur le marché ou mis en service dans l'Union européenne, y compris les pièces prévues pour être intégrées dans un produit lié à l'énergie régi par la présente loi et qui sont mises sur le marché ou mises en service sous forme de pièces détachées destinées aux utilisateurs finals et dont la performance environnementale peut être évaluée de manière indépendante;
- 2) *fiche d'information*: un tableau d'information uniformisé relatif à un produit;
- 3) *autres ressources essentielles*: l'eau, les produits chimiques ou toute autre substance consommée par un produit au cours d'une utilisation normale;
- 4) *renseignements complémentaires*: les autres renseignements relatifs au rendement et aux caractéristiques d'un produit, fondés sur des données mesurables, qui concernent ou aident à évaluer sa consommation en énergie ou en autres ressources essentielles;
- 5) *incidence directe*: l'incidence des produits qui consomment réellement de l'énergie pendant l'utilisation;
- 6) *incidence indirecte*: l'incidence des produits qui ne consomment pas d'énergie mais qui contribuent à la conservation d'énergie pendant l'utilisation;
- 7) *distributeur*: toute personne qui vend, loue, offre en location-vente ou expose des produits à destination de l'utilisateur final;
- 8) *fournisseur*: le fabricant ou son représentant agréé dans l'Union européenne ou l'importateur qui met le produit sur le marché ou le met en service. En leur absence, toute personne physique ou morale qui met sur le marché ou met en service des produits relevant de la présente loi est considérée comme un fournisseur;
- 9) *mise sur le marché*: la première mise à disposition sur le marché de l'Union européenne d'un produit en vue de sa distribution ou de son utilisation dans l'Union européenne, à titre onéreux ou gratuit, indépendamment de la technique de vente mise en œuvre;
- 10) *mise en service*: la première utilisation d'un produit, aux fins pour lesquelles il a été conçu, dans l'Union européenne;
- 11) *utilisation non autorisée de l'étiquette*: l'utilisation de l'étiquette par un utilisateur autre que les autorités d'un Etat membre ou les institutions de l'Union européenne, d'une manière non prévue dans la présente loi ou dans un règlement;

- 12) *directeur*: le directeur de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;
- 13) *Institut*: l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;
- 14) *règlement*: un règlement délégué adopté par la Commission européenne en vertu de la directive 2010/30/UE et la complétant.

Art. 3. – *Clauses de sauvegarde*

(1) L'apposition d'autres étiquettes, marques, symboles ou inscriptions qui ne satisfont pas aux exigences de la présente loi et des règlements correspondants est interdite sur les produits régis par la présente loi, si elle risque d'induire en erreur l'utilisateur final ou de créer chez lui une confusion en ce qui concerne la consommation d'énergie ou, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation.

(2) Lorsqu'un produit ne respecte pas toutes les exigences prévues par la présente loi et les règlements correspondants en ce qui concerne l'étiquette et la fiche d'information, le fournisseur est tenu de mettre ce produit en conformité avec ces exigences dans des conditions effectives et proportionnées fixées par le directeur.

Lorsque la non-conformité d'un produit a clairement été établie, le directeur prend les mesures préventives nécessaires, ainsi que des mesures visant à assurer la conformité du produit dans un délai précis, compte tenu du préjudice occasionné.

Si la non-conformité persiste, le directeur prend une décision restreignant ou interdisant la mise sur le marché ou la mise en service du produit en question ou veille à ce qu'il soit retiré du marché. Si le produit est retiré du marché ou si sa mise sur le marché est interdite, la Commission européenne et les autres Etats membres en sont immédiatement informés.

Art. 4. – *Obligations d'information*

(1) L'information sur la consommation en énergie électrique et en autres formes d'énergie ainsi que, le cas échéant, en autres ressources essentielles pendant l'utilisation et les informations complémentaires sont, conformément aux règlements, portées à la connaissance des utilisateurs finals au moyen d'une fiche d'information et d'une étiquette relatives aux produits offerts à la vente, à la location ou à la location-vente ou exposés à destination de l'utilisateur final, directement ou indirectement par tout mode de vente à distance, y compris l'internet.

(2) L'information visée au paragraphe (1) n'est fournie pour les produits intégrés ou installés que lorsque le règlement qui leur est applicable l'exige.

(3) Toute publicité, dans laquelle des informations ayant trait à l'énergie ou au prix sont divulguées, pour un modèle spécifique de produits liés à l'énergie régis par un règlement, comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

(4) Tout matériel promotionnel technique sur les produits liés à l'énergie qui décrit les paramètres techniques spécifiques d'un produit, à savoir les manuels techniques et les brochures de fabricants, qu'il soit imprimé ou disponible en ligne, fournit aux utilisateurs finals les informations nécessaires concernant la consommation d'énergie ou comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Art. 5. – *Responsabilités des fournisseurs*

(1) Les fournisseurs qui mettent sur le marché ou qui mettent en service les produits régis par un règlement fournissent une étiquette et une fiche d'information conformément à la présente loi et au règlement.

(2) Les fournisseurs produisent une documentation technique suffisante pour permettre d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et sur la fiche d'information. Cette documentation technique comprend:

- une description générale du produit;

- s'il y a lieu, les résultats des calculs de conception effectués;
- les rapports d'essais, s'ils sont disponibles, y compris ceux effectués par des organismes notifiés compétents, tels que définis aux termes d'autres réglementations de l'Union européenne;
- lorsque les chiffres sont utilisés pour des modèles similaires, les références permettant l'identification de ces derniers.

A cette fin, les fournisseurs peuvent utiliser la documentation déjà établie conformément aux exigences établies dans la législation pertinente de l'Union européenne.

(3) Les fournisseurs mettent cette documentation technique à disposition, aux fins de contrôle, pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit concerné.

S'ils en font la demande, les fournisseurs mettent à la disposition de l'Institut et de la Commission européenne une version électronique de la documentation technique dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de l'Institut ou de la Commission européenne.

(4) Les fournisseurs fournissent gratuitement aux distributeurs les étiquettes nécessaires, en ce qui concerne l'étiquetage et les informations relatives aux produits.

Sans préjudice de la possibilité de choisir leur système de livraison des étiquettes, les fournisseurs livrent rapidement les étiquettes aux distributeurs qui en font la demande.

(5) Les fournisseurs fournissent, outre les étiquettes, une fiche d'information.

(6) Les fournisseurs incluent une fiche d'information dans toutes les brochures relatives au produit. Lorsque le fournisseur ne fournit pas de brochures relatives au produit, il fournit des fiches d'information dans les autres documents fournis avec le produit.

(7) Les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et les fiches d'information qu'ils fournissent.

(8) Les fournisseurs sont réputés avoir marqué leur accord pour la publication des informations figurant sur l'étiquette ou dans la fiche d'information.

Art. 6. – Responsabilités des distributeurs

(1) Les distributeurs apposent correctement, de façon visible et lisible, les étiquettes et ils incluent la fiche d'information dans la brochure relative au produit ou dans les autres documents fournis avec le produit au moment de sa vente à l'utilisateur final.

(2) Les distributeurs apposent, chaque fois qu'un produit régi par un règlement est exposé, une étiquette appropriée à l'emplacement bien visible prévu dans le règlement applicable et dans au moins une des trois langues administratives désignées dans la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Art. 7. – Vente à distance et autres formes de vente

Lorsque les produits sont offerts à la vente, à la location ou à la location-vente par correspondance, sur catalogue, via l'Internet, par démarchage téléphonique ou par tout autre moyen qui implique qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'utilisateur final potentiel voie le produit exposé, le distributeur doit garantir que les utilisateurs finals potentiels reçoivent les informations relatives au produit figurant sur l'étiquette et dans la fiche d'information avant d'acheter le produit.

Art. 8. – Libre circulation

(1) Le directeur ne peut pas interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché ou la mise en service des produits qui sont régis par la présente loi ou le règlement applicable et qui y satisfont.

(2) Jusqu'à preuve du contraire, le directeur considère que les étiquettes et les fiches d'information satisfont aux dispositions de la présente loi et des règlements. Il exige que les fournisseurs apportent des preuves au sens de l'article 5 quant à l'exactitude des informations figurant sur leurs étiquettes ou fiches d'information, lorsqu'il a des raisons de soupçonner que ces informations sont incorrectes.

(3) En cas de constatation d'une non-conformité des indications des données sur les fiches d'information et des étiquettes visées par la présente loi ou par ses règlements avec un produit offert en vente ou en location, les frais de surveillance du marché qui ont été à la base de cette constatation de non-conformité sont à charge du fournisseur. Si le fournisseur n'est pas établi dans l'Union européenne, ces frais sont à charge de son représentant dans l'Union européenne ou, à défaut, à charge du revendeur.

Art. 9. – *Passation de marchés publics et mesures d'incitation*

(1) Lorsqu'un produit est régi par un règlement, les pouvoirs adjudicateurs qui passent des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services conformément à la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, qui ne sont pas exclus en vertu des articles 26 à 32 de ladite loi, veillent à n'acquérir que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée.

(2) Le paragraphe 1 s'applique aux marchés dont la valeur est supérieure ou égale aux seuils fixés à l'article 21 de la loi précitée du 25 juin 2009.

(3) Des mesures d'incitation pour un produit régi par un règlement peuvent être mises en place en vue d'atteindre les niveaux de performance les plus élevés, y compris la classe d'efficacité énergétique la plus élevée, fixés dans le règlement applicable. Les impôts et les mesures fiscales ne constituent pas des incitations aux fins de la présente loi.

(4) Lorsque des mesures d'incitation sont mises en place pour des produits, tant pour les utilisateurs finals qui utilisent des produits à haute efficacité que pour les entreprises qui promeuvent et produisent ces produits, les niveaux de performance des produits sont exprimés en classes, conformément au règlement applicable, sauf lorsque des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans le règlement pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée sont imposés. Des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans le règlement pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée peuvent être fixés.

Art. 10. – *Sanctions*

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque:

1. aura mis sur le marché un produit sans avoir établi la documentation technique suffisante pour évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette;
2. aura sciemment apposé une étiquette contenant des informations inexactes ou incomplètes qui risquent d'induire en erreur ou de créer une confusion;
3. aura mis sur le marché un produit malgré une interdiction de mise sur le marché par le directeur en vertu de la non-observation des dispositions de la présente loi et des règlements d'exécution;
4. aura offert une vente à distance sans respecter les principes prévus à l'article 7;
5. aura refusé de mettre à disposition des agents de contrôle la documentation prévue à l'article 5.

Art. 11. – *Abrogation*

La loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits est abrogée.

Luxembourg, le 7 juillet 2011

Le Président,
Alex BODRY

Le Rapporteur,
Claude HAAGEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6259/05

N° 6259⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

**concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations
uniformes relatives aux produits, de la consommation en
énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(15.7.2011)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 14 juillet 2011 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations
uniformes relatives aux produits, de la consommation en
énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 juillet 2011 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 28 juin 2011;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 15 juillet 2011.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

TO,RM/PR

Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire et Commission du Développement durable

Procès-verbal de la réunion du 7 juillet 2011

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbal des 10 et 16 juin 2011
2. 6259 Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie
- Rapporteur : Monsieur Claude Haagen

- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat du 28 juin 2011
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. COM(2011) 315 : Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la normalisation européenne et modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil, ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/105/CE et 2009/23/CE du Parlement européen et du Conseil

- Présentation du document
- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité
4. COM(2011) 336 : Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1927/2006 portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

- Présentation du document
- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité
5. *A partir de 10 heures conjointement avec la Commission du Développement durable:*

COM(2011) 370: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET

DU CONSEIL relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE

- Présentation du document
- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Félix Eischen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Claude Meisch, M. Marcel Oberweis remplaçant M. Marc Lies, M. Marc Spautz, membres de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

M. Eugène Berger, M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Frank, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marc Spautz, membres de la Commission du Développement durable

M. Tom Eischen, M. Pierre Rauchs, du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur

M. Richard Berg, M. Jean-Marie Reiff, de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

M. Georges Gehl, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Jacques-Yves Henckes, M. Robert Weber, membres de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire, Mme Lydia Mutsch, membre de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire et membre de la Commission du Développement durable

*

Présidence : M. Alex Bodry, Président de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire, M. Fernand Boden, Président de la Commission du Développement durable

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des 10 et 16 juin 2011

Les deux procès-verbaux sous rubrique sont approuvés.

2. 6259 Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie **- Présentation du projet de loi**

Le représentant du Ministère présente le projet de loi 6259 qui transpose en droit national la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant

l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie.¹

Avant de commenter, article par article,² le dispositif projeté, l'orateur rappelle que le délai de transposition de la directive s'est écoulé le 20 juin 2011, ce qui explique l'intérêt du Ministère de voir adopté ce projet de loi encore avant les vacances parlementaires d'été.

- Examen de l'avis du Conseil d'Etat du 28 juin 2011

L'assistance prend, comme suit, position par rapport aux observations de la Haute Corporation :

Article 2

Partiellement, la commission parlementaire fait siennes les propositions du Conseil d'Etat. Ainsi, elle marque son accord à numéroter les définitions regroupées à cet endroit, tout en les replaçant dans l'ordre retenu par la directive 2010/30/UE.

L'assistance discute brièvement sur les recommandations divergentes du Conseil d'Etat concernant l'ordre des définitions (ordre alphabétique ou ordre logique) et l'explication, à cet endroit, d'abréviations employées dans le dispositif.

Pour des raisons de lisibilité du dispositif, la commission préfère maintenir dans cette liste les « définitions » des termes de « directeur », d'« Institut » et de « règlement », ajoutées par les auteurs du projet de loi aux définitions données par la directive, même si ces trois « définitions » supplémentaires s'apparentent davantage à des abréviations. Pour ces termes, le Conseil d'Etat recommande « l'ajout d'une formule du genre « dénommé ci-après « ... » », ou « désigné ci-après par « ... » », à la suite de la première mention au dispositif de la notion, de l'autorité ou de l'organisme visés ».

Article 11

Faisant suite à l'opposition formelle du Conseil d'Etat, la commission parlementaire décide de supprimer cet article.

Le Conseil d'Etat note, en effet, que cette disposition « n'est pas conforme au principe de la séparation des pouvoirs en vertu duquel seul le Grand-Duc est en droit de modifier les règlements dont il est l'auteur. Par ailleurs, la disposition est superfétatoire en raison du principe qui veut que les références sont dynamiques. Les références sont implicitement modifiées du fait même de l'entrée en vigueur des nouveaux textes (...) ».

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Une ébauche d'un projet de rapport est distribuée.

M. le Rapporteur rappelle que ce projet de rapport est à adapter à l'endroit de l'article 2 (contrairement à l'ébauche du projet de rapport, la commission n'a pas complètement suivi le Conseil d'Etat).

Article 4, paragraphe (2)

¹ Pour ces explications, il est renvoyé à l'exposé des motifs du projet de loi (doc. parl. n°6259/00)

² Pour cet exposé, il est renvoyé au commentaire des articles joint au projet de loi

Bien que sans observation de la part du Conseil d'Etat, la commission tient à remplacer le terme « point » issu de la directive par celui de « paragraphe » usuel en droit luxembourgeois.

Article 10

En ce qui concerne le point 4 de l'énumération des infractions visées par l'article 10 du dispositif, M. le Rapporteur s'interroge si le « marketing » par téléphone est également visé, ce renvoi n'évoquant que la « vente à distance » lui semblant un peu sommaire. Le représentant du Ministère précise que l'article 7, auquel ce point renvoie, prévoit explicitement le « démarchage téléphonique ». M. le Rapporteur remarque que ce renvoi prête à confusion et s'interroge s'il ne serait pas préférable de préciser que ce renvoi « se réfère à la vente à distance sous toutes ses formes prévues ».

M. le Président donne à considérer que toute modification d'un texte légal est un amendement à soumettre (en vertu de l'article 83bis de la Constitution) pour avis au Conseil d'Etat, de sorte qu'il suggère que la commission se limite à expliciter davantage le commentaire de cet article.

Il est rappelé que la Chambre de Commerce recommande, « pour éviter toute confusion », de se conformer au Code pénal. Un bref débat s'ensuit. M. le Président parvient à la conclusion qu'il est en effet malencontreux qu'un même fait puisse être poursuivi sur base de dispositions légales distinctes et sanctionné différemment. Toutefois, la disposition du projet de loi est à préférer en ce qu'elle permet une gradation des sanctions mieux adaptée à la gravité de l'infraction respective. Par ailleurs, le texte du Code pénal ne couvre pas exactement les mêmes cas de figures.

Article 12 (ancien)

Bien que sans observation de la part du Conseil d'Etat, la commission parlementaire, faisant suite à une remarque afférente de la Chambre de Commerce, redresse une erreur qui s'était glissée dans la désignation de la directive (92/75/CEE et non 92/78/CEE) abrogée.

*

Sous réserve des adaptations proposées en cours de réunion (article 2, commentaire de l'article 10), la commission unanime adopte le projet de rapport 6259.

3. COM(2011) 315 : Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la normalisation européenne et modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil, ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/105/CE et 2009/23/CE du Parlement européen et du Conseil

- Présentation du document

Le représentant du Ministère explique que la normalisation est déjà actuellement étroitement réglementée au niveau européen. La proposition de règlement est une réaction au constat d'une série de faiblesses dans le système actuel, notamment dans la coopération entre les différents organismes nationaux de normalisation et dans la rapidité du processus, en particulier dans le domaine des technologies de l'information et des communications par,

entre autres, l'adoption de spécifications techniques élaborées par des consortiums d'entreprises.

L'orateur enchaîne par un bref exposé chiffré sur l'importance économique des normes.

- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

La commission constate que la proposition de règlement sous examen respecte les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

4. COM(2011) 336 : Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1927/2006 portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

- Présentation du document

- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

M. le Président renvoie à l'idée à l'origine de la création en 2006 du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, à savoir apporter, dans un esprit de solidarité, une aide aux travailleurs ayant perdu leur emploi en raison de modifications de la structure du commerce mondial. En 2009, dans la crise économique-financière son champ d'action a été temporairement élargi, dérogation qu'il s'agit désormais de proroger.

L'appréciation de l'orateur, que cette proposition de règlement est conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, est partagée par l'assistance.

5. A partir de 10 heures conjointement avec la Commission du Développement durable:

COM(2011) 370 : Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE

- Présentation du document

Après quelques mots introductifs des Présidents des deux commissions parlementaires saisies du document sous rubrique, le Commissaire du Gouvernement à l'énergie est invité à présenter l'objectif et la portée de cette proposition de directive relative à l'efficacité énergétique.

Le Commissaire du Gouvernement à l'énergie rappelle que cette initiative législative communautaire est à situer dans le contexte de la stratégie « Europe 2020 »³ dont un des objectifs est de parvenir à une économie d'énergie primaire de 20% en 2020. La proposition répond à une demande du Conseil européen et du Parlement européen et au constat que, même selon les estimations les plus récentes de la Commission européenne qui tiennent compte des objectifs nationaux d'efficacité énergétique pour 2020 fixés par les États membres dans le cadre de ladite stratégie, l'Union européenne parviendra à la moitié seulement de l'objectif de 20% pour l'année 2020. Cette proposition de directive vise donc

³ COM(2010) 2020 du 3 mars 2010

principalement à stimuler les efforts en matière d'efficacité énergétique afin d'exploiter le potentiel considérable qui continue à exister en ce domaine.

A cet effet, cette proposition de directive transforme certaines mesures définies par la Commission européenne dans le nouveau Plan pour l'efficacité énergétique, présenté le 8 mars 2011, en mesures à caractère contraignant. Ce faisant et en raison de la réticence de maints Etats membres à la fixation d'objectifs contraignants en ce domaine, elle diffère d'autres directives adoptées dans le même contexte (climat, énergies renouvelables) et que les départements ministériels compétents sont en train de transposer.

En contrepartie, les progrès réalisés par les Etats membres seront surveillés de près par la Commission européenne qui est chargée d'évaluer, pour le 30 juin 2014, si l'Union est susceptible d'atteindre son objectif en ce domaine. Le cas échéant, une nouvelle proposition de directive sera élaborée qui fixera des objectifs contraignants pour chaque Etat membre.

Actuellement, cette matière est régie par la directive 2006/32/CE. Celle-ci exige de réaliser des économies d'énergie de 9% jusqu'en 2016. A cette fin, elle prévoit l'établissement de trois plans successifs d'efficacité énergétique. Le Ministère est en train d'élaborer le deuxième plan d'action national d'efficacité énergétique. Les analyses réalisées indiquent que le Luxembourg peut atteindre ledit objectif et peut même dépasser cet objectif.

Les mesures à prendre peuvent être regroupées en sept catégories :

1. Rénover le parc des **bâtiments publics**. A partir de 2014, 3% des bâtiments publics d'un Etat membre doivent être rénovés, de façon à se conformer à un standard d'efficacité énergétique défini en 2010. Pour pouvoir vérifier si le seuil de 3% a été atteint, un inventaire détaillé de tous les bâtiments publics – également communaux – des Etats membres est exigé. Des plans nationaux peuvent être adoptés visant à inciter les communes à des programmes de rénovation énergétique ;
2. Adapter les critères des **soumissions** pour l'achat de produits et de services par les autorités publiques. Une annexe de la directive précise ces critères d'efficacité énergétique à prévoir ;
3. Obtenir des économies d'énergie de 1,5%, au niveau du consommateur final, par les **vendeurs d'énergie** (gaz, fuel, chaud/froid, électricité, ...) et rendre plus précis le comptage et la facturation de l'énergie. Cette économie d'énergie doit être documentée. Elle peut être réalisée – l'exemple de la France est cité – par des mesures standards à réaliser/promouvoir par les distributeurs d'énergie au domicile du consommateur final (remplacement de chaudières vétustes p.ex.). Chaque consommateur devrait, en plus, être en mesure de connaître à chaque moment sa consommation individuelle et l'évolution dans le temps de sa consommation. La facturation quant à elle devrait être mensuelle et donner davantage d'informations au consommateur. En outre, le fournisseur sera obligé de donner les informations nécessaires pour l'établissement d'un autre contrat avec un autre prestataire dans ce domaine ;
4. Améliorer l'efficacité de la **production** d'énergie. A cette fin, un plan national détaillé du développement de la cogénération et du chauffage urbain (au niveau communal et dans les zones industrielles nationales) est à élaborer, tandis que les nouvelles installations de production d'électricité d'une puissance supérieure à 20 MW seront soumises à des règles visant l'utilisation de l'énergie thermique générée par la production. Des exceptions sont à autoriser par la Commission européenne. Lors du renouvellement des autorisations d'installations existantes, les autorités doivent veiller à ce que l'énergie thermique générée soit employée. Pour des installations de production dépassant les 50 MW, les Etats membres doivent établir un inventaire sur l'*input* en énergie de ces installations.

5. En ce qui concerne la **distribution** et le transport de l'énergie, les décisions du régulateur⁴ devront explicitement prendre en compte le critère d'efficacité énergétique, tandis que les Etats membres seront tenus d'élaborer, jusqu'en 2013, des plans détaillant comment ils entendent réduire les pertes d'énergie dans leurs réseaux de distribution d'énergie. Les installations de cogénération à haut rendement devront obtenir un accès prioritaire et garanti au réseau ;
6. Une série de mesures particulières à prendre par les Etats membres visent à rendre le marché de l'énergie plus transparent afin d'améliorer le fonctionnement de la **concurrence** en matière d'efficacité énergétique. Ainsi, des systèmes de certification pour trois catégories d'activités (fournisseurs de services énergétiques, audits énergétiques et autres activités) sont à introduire ; une liste des fournisseurs de services énergétiques, consultable par le public, est à établir ; des contrats-types à conclure avec les prestataires de services énergétiques visant l'économie d'énergie sont à mettre à disposition du public et des informations afférentes sont à diffuser au large public ; l'introduction de labels de qualité en ce domaine est permise/recommandée ;
7. **L'élimination d'entraves réglementaires** à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur immobilier notamment. Actuellement, l'intérêt des propriétaires à investir dans l'isolation énergétique de leurs immeubles loués est minime, puisque pareils investissements seraient au profit du locataire. Les démarches entreprises sont à rapporter à la Commission européenne. Elles visent également la réglementation des marchés publics. Actuellement, certaines dispositions dans ce domaine s'opposent à certaines caractéristiques de marchés/contrats visant d'améliorer l'efficacité énergétique et exigent un examen et une réflexion détaillée.

Pour assurer la mise en œuvre de ces mesures, la Commission entend exercer un contrôle étroit. Ainsi, les Etats membres sont tenus de rendre compte, le 30 avril de chaque année au plus tard, des progrès enregistrés dans la réalisation de leurs objectifs nationaux d'efficacité énergétique. A cela s'ajoutent des rapports détaillés à transmettre tous les trois ans, le premier le 30 avril 2014 au plus tard, qui contiennent des informations sur la politique nationale en matière d'efficacité énergétique, les plans d'action, les programmes et les mesures mis en œuvre ou prévus au niveau national et communal en vue d'améliorer l'efficacité énergétique afin d'atteindre l'objectif national d'efficacité énergétique.

Ces rapports additionnels sont en plus à compléter par des estimations actualisées de la consommation globale d'énergie primaire escomptée en 2020 et par une estimation des niveaux de consommation d'énergie primaire dans certains secteurs.

Cette proposition de directive est donc susceptible de créer une charge administrative supplémentaire considérable pour l'exécutif luxembourgeois.

La question de la proportionnalité de ces mesures se pose. L'impact de certaines de ces mesures sur la consommation globale d'énergie du Luxembourg risque d'être minime par rapport au coût et à la charge administrative liés à leur mise en œuvre.

- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Débat :

Un membre de la Commission du Développement durable tient à saluer l'intention de la proposition de directive sous examen.

⁴ Au Luxembourg, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR)

Un membre de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire, toutefois, critique le compromis que constitue cette proposition, qui prorogerait la prise de certaines mesures contraignantes pourtant nécessaires. L'intervenant aurait préféré qu'un objectif contraignant soit fixé de façon à ce que lesdits 20% seraient atteints plus tôt. Avant d'enchaîner par un exposé général des vues de son parti dans ce domaine considérant la vente d'énergie davantage comme une prestation de services, l'orateur évoque des mesures où il aurait souhaité davantage d'ambitions et ceci notamment en ce qui concerne le secteur immobilier. Il plaide pour l'adoption d'un avis politique à ce sujet.

L'intervenant précédent est appuyé par le député d'un autre parti politique qui estime qu'au Luxembourg le potentiel de rénovation du parc des bâtiments publics dépasse largement les 3% avancés par la proposition de directive. L'Etat et les communes devraient donc se fixer un objectif plus ambitieux dans ce domaine. L'orateur tient plus particulièrement à saluer le développement de la cogénération souhaitée par la Commission européenne. Il s'interroge sur la cohérence à assurer entre les différents plans nationaux existant touchant de près ou de loin à la consommation d'énergie. Nonobstant les effectifs limités de l'administration gouvernementale compétents dans le domaine de l'énergie, la mise en œuvre des mesures prévues devrait être considérée comme un défi à relever.

Suite à des questions plus techniques concernant la mise en œuvre de ces mesures, M. le Président de la Commission du Développement durable rappelle que les parlementaires sont appelées à trancher la question précise de la conformité ou non de cette initiative législative communautaire aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. A son avis, une violation du principe de subsidiarité ne peut que difficilement être argumentée, des questions sérieuses se posent toutefois en ce qui concerne la proportionnalité des mesures proposées. A première vue, la charge administrative imposée aux Etats membres lui semble excessive. Pour une proposition de directive, le texte sous examen lui semble d'une précision surprenante et le caractère contraignant des mesures équivaldrait en fin de compte à la fixation d'un objectif contraignant, tout en réduisant largement la flexibilité des Etats membres dans le choix et l'emploi des instruments pour obtenir les résultats souhaités. Compte tenu du délai de huit semaines à respecter, un avis motivé exige par contre une réaction rapide de la Chambre des Députés.

M. le Président de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire rappelle que le Luxembourg a accepté sans réserves d'autres directives dans le domaine de l'énergie et qui fixent des objectifs contraignants sans invoquer le non respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Compte tenu de l'importance de la présente proposition et des préoccupations justifiées concernant la charge administrative imposée, l'orateur propose comme alternative la rédaction d'un avis politique exprimant ces mêmes préoccupations de manière plus générale.

Le représentant du Ministère précise qu'une évaluation de l'effet de ces mesures une fois mises en œuvre en termes d'économies d'énergie du Luxembourg n'a pas encore pu être réalisée. La part de la consommation énergétique du Luxembourg qui serait effectivement visée par ces mesures ne peut pas encore être chiffrée. La question à examiner est surtout une question juridique. Les avis des parlements nationaux concernant un même texte communautaire peuvent largement diverger. Tandis que la France considère une récente proposition de directive en matière d'accises comme non conforme au principe de subsidiarité, le Luxembourg n'a émis qu'un avis politique n'exprimant pas cette réserve. L'approche critiquée de cette proposition de directive résulte de la réticence des Etats membres par rapport à la fixation d'objectifs contraignants supplémentaires dans la politique de l'énergie. Pourtant, à ce stade précoce de la procédure, le département ministériel compétent n'est pas en mesure d'affirmer que l'approche et le catalogue de mesures proposés sont contraire au principe de proportionnalité.

Des intervenants proposent de convoquer une réunion supplémentaire pour se consacrer à une analyse approfondie du texte de la proposition de directive.

Conclusion :

Un projet d'avis politique sera rédigé dans le sens discuté et transmis, au préalable d'une prochaine réunion jointe, aux députés concernés. L'objectif est d'adopter une résolution afférente en séance plénière encore avant les vacances parlementaires d'été.

* * *

La prochaine réunion est fixée au mercredi 13 juillet 2011 à 10 heures 30.

Luxembourg, le 22 juillet 2011

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président de la Commission de
l'Economie, du Commerce extérieur et de
l'Economie solidaire,
Alex Bodry

Le Président de la Commission du
Développement durable,
Fernand Boden

6259

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 157

29 juillet 2011

Sommaire

**INDICATION, PAR VOIE D'ÉTIQUETAGE ET D'INFORMATIONS UNIFORMES
RELATIVES AUX PRODUITS, DE LA CONSOMMATION EN ÉNERGIE
ET EN AUTRES RESSOURCES DES PRODUITS LIÉS À L'ÉNERGIE**

**Loi du 24 juillet 2011 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes
relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits
liés à l'énergie page [2752](#)**

Loi du 24 juillet 2011 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 juillet 2011 et celle du Conseil d'Etat du 15 juillet 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Objet et champ d'application

(1) La présente loi établit un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.

(2) La présente loi s'applique aux produits liés à l'énergie qui ont une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, sur d'autres ressources essentielles pendant leur utilisation.

(3) La présente loi ne s'applique pas:

- a) aux produits d'occasion;
- b) à tout moyen de transport de personnes ou de marchandises;
- c) à la plaquette de puissance ou son équivalent, apposée pour des motifs de sécurité sur les produits.

Art. 2. Définitions

Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) *produit lié à l'énergie* ou *produit*: tout bien ayant une incidence sur la consommation d'énergie pendant son utilisation et mis sur le marché ou mis en service dans l'Union européenne, y compris les pièces prévues pour être intégrées dans un produit lié à l'énergie régi par la présente loi et qui sont mises sur le marché ou mises en service sous forme de pièces détachées destinées aux utilisateurs finals et dont la performance environnementale peut être évaluée de manière indépendante;
- 2) *fiche d'information*: un tableau d'information uniformisé relatif à un produit;
- 3) *autres ressources essentielles*: l'eau, les produits chimiques ou toute autre substance consommée par un produit au cours d'une utilisation normale;
- 4) *renseignements complémentaires*: les autres renseignements relatifs au rendement et aux caractéristiques d'un produit, fondés sur des données mesurables, qui concernent ou aident à évaluer sa consommation en énergie ou en autres ressources essentielles;
- 5) *incidence directe*: l'incidence des produits qui consomment réellement de l'énergie pendant l'utilisation;
- 6) *incidence indirecte*: l'incidence des produits qui ne consomment pas d'énergie mais qui contribuent à la conservation d'énergie pendant l'utilisation;
- 7) *distributeur*: toute personne qui vend, loue, offre en location-vente ou expose des produits à destination de l'utilisateur final;
- 8) *fournisseur*: le fabricant ou son représentant agréé dans l'Union européenne ou l'importateur qui met le produit sur le marché ou le met en service. En leur absence, toute personne physique ou morale qui met sur le marché ou met en service des produits relevant de la présente loi est considérée comme un fournisseur;
- 9) *mise sur le marché*: la première mise à disposition sur le marché de l'Union européenne d'un produit en vue de sa distribution ou de son utilisation dans l'Union européenne, à titre onéreux ou gratuit, indépendamment de la technique de vente mise en œuvre;
- 10) *mise en service*: la première utilisation d'un produit, aux fins pour lesquelles il a été conçu, dans l'Union européenne;
- 11) *utilisation non autorisée de l'étiquette*: l'utilisation de l'étiquette par un utilisateur autre que les autorités d'un Etat membre ou les institutions de l'Union européenne, d'une manière non prévue dans la présente loi ou dans un règlement;
- 12) *directeur*: le directeur de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;
- 13) *Institut*: l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;
- 14) *règlement*: un règlement délégué adopté par la Commission européenne en vertu de la directive 2010/30/UE et la complétant.

Art. 3. Clauses de sauvegarde

(1) L'apposition d'autres étiquettes, marques, symboles ou inscriptions qui ne satisfont pas aux exigences de la présente loi et des règlements correspondants est interdite sur les produits régis par la présente loi, si elle risque d'induire en erreur l'utilisateur final ou de créer chez lui une confusion en ce qui concerne la consommation d'énergie ou, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation.

(2) Lorsqu'un produit ne respecte pas toutes les exigences prévues par la présente loi et les règlements correspondants en ce qui concerne l'étiquette et la fiche d'information, le fournisseur est tenu de mettre ce produit en conformité avec ces exigences dans des conditions effectives et proportionnées fixées par le directeur.

Lorsque la non-conformité d'un produit a clairement été établie, le directeur prend les mesures préventives nécessaires, ainsi que des mesures visant à assurer la conformité du produit dans un délai précis, compte tenu du préjudice occasionné.

Si la non-conformité persiste, le directeur prend une décision restreignant ou interdisant la mise sur le marché ou la mise en service du produit en question ou veille à ce qu'il soit retiré du marché. Si le produit est retiré du marché ou si sa mise sur le marché est interdite, la Commission européenne et les autres Etats membres en sont immédiatement informés.

Art. 4. Obligations d'information

(1) L'information sur la consommation en énergie électrique et en autres formes d'énergie ainsi que, le cas échéant, en autres ressources essentielles pendant l'utilisation et les informations complémentaires sont, conformément aux règlements, portées à la connaissance des utilisateurs finals au moyen d'une fiche d'information et d'une étiquette relatives aux produits offerts à la vente, à la location ou à la location-vente ou exposés à destination de l'utilisateur final, directement ou indirectement par tout mode de vente à distance, y compris l'internet.

(2) L'information visée au paragraphe (1) n'est fournie pour les produits intégrés ou installés que lorsque le règlement qui leur est applicable l'exige.

(3) Toute publicité, dans laquelle des informations ayant trait à l'énergie ou au prix sont divulguées, pour un modèle spécifique de produits liés à l'énergie régis par un règlement, comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

(4) Tout matériel promotionnel technique sur les produits liés à l'énergie qui décrit les paramètres techniques spécifiques d'un produit, à savoir les manuels techniques et les brochures de fabricants, qu'il soit imprimé ou disponible en ligne, fournit aux utilisateurs finals les informations nécessaires concernant la consommation d'énergie ou comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Art. 5. Responsabilités des fournisseurs

(1) Les fournisseurs qui mettent sur le marché ou qui mettent en service les produits régis par un règlement fournissent une étiquette et une fiche d'information conformément à la présente loi et au règlement.

(2) Les fournisseurs produisent une documentation technique suffisante pour permettre d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et sur la fiche d'information. Cette documentation technique comprend:

- une description générale du produit;
- s'il y a lieu, les résultats des calculs de conception effectués;
- les rapports d'essais, s'ils sont disponibles, y compris ceux effectués par des organismes notifiés compétents, tels que définis aux termes d'autres réglementations de l'Union européenne;
- lorsque les chiffres sont utilisés pour des modèles similaires, les références permettant l'identification de ces derniers.

A cette fin, les fournisseurs peuvent utiliser la documentation déjà établie conformément aux exigences établies dans la législation pertinente de l'Union européenne.

(3) Les fournisseurs mettent cette documentation technique à disposition, aux fins de contrôle, pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit concerné.

S'ils en font la demande, les fournisseurs mettent à la disposition de l'Institut et de la Commission européenne une version électronique de la documentation technique dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de l'Institut ou de la Commission européenne.

(4) Les fournisseurs fournissent gratuitement aux distributeurs les étiquettes nécessaires, en ce qui concerne l'étiquetage et les informations relatives aux produits.

Sans préjudice de la possibilité de choisir leur système de livraison des étiquettes, les fournisseurs livrent rapidement les étiquettes aux distributeurs qui en font la demande.

(5) Les fournisseurs fournissent, outre les étiquettes, une fiche d'information.

(6) Les fournisseurs incluent une fiche d'information dans toutes les brochures relatives au produit. Lorsque le fournisseur ne fournit pas de brochures relatives au produit, il fournit des fiches d'information dans les autres documents fournis avec le produit.

(7) Les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et les fiches d'information qu'ils fournissent.

(8) Les fournisseurs sont réputés avoir marqué leur accord pour la publication des informations figurant sur l'étiquette ou dans la fiche d'information.

Art. 6. Responsabilités des distributeurs

(1) Les distributeurs apposent correctement, de façon visible et lisible, les étiquettes et ils incluent la fiche d'information dans la brochure relative au produit ou dans les autres documents fournis avec le produit au moment de sa vente à l'utilisateur final.

(2) Les distributeurs apposent, chaque fois qu'un produit régi par un règlement est exposé, une étiquette appropriée à l'emplacement bien visible prévu dans le règlement applicable et dans au moins une des trois langues administratives désignées dans la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Art. 7. Vente à distance et autres formes de vente

Lorsque les produits sont offerts à la vente, à la location ou à la location-vente par correspondance, sur catalogue, via l'Internet, par démarchage téléphonique ou par tout autre moyen qui implique qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'utilisateur final potentiel voie le produit exposé, le distributeur doit garantir que les utilisateurs finals potentiels reçoivent les informations relatives au produit figurant sur l'étiquette et dans la fiche d'information avant d'acheter le produit.

Art. 8. Libre circulation

(1) Le directeur ne peut pas interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché ou la mise en service des produits qui sont régis par la présente loi ou le règlement applicable et qui y satisfont.

(2) Jusqu'à preuve du contraire, le directeur considère que les étiquettes et les fiches d'information satisfont aux dispositions de la présente loi et des règlements. Il exige que les fournisseurs apportent des preuves au sens de l'article 5 quant à l'exactitude des informations figurant sur leurs étiquettes ou fiches d'information, lorsqu'il a des raisons de soupçonner que ces informations sont incorrectes.

(3) En cas de constatation d'une non-conformité des indications des données sur les fiches d'information et des étiquettes visées par la présente loi ou par ses règlements avec un produit offert en vente ou en location, les frais de surveillance du marché qui ont été à la base de cette constatation de non-conformité sont à charge du fournisseur. Si le fournisseur n'est pas établi dans l'Union européenne, ces frais sont à charge de son représentant dans l'Union européenne ou, à défaut, à charge du revendeur.

Art. 9. Passation de marchés publics et mesures d'incitation

(1) Lorsqu'un produit est régi par un règlement, les pouvoirs adjudicateurs qui passent des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services conformément à la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, qui ne sont pas exclus en vertu des articles 26 à 32 de ladite loi, veillent à n'acquiescer que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux marchés dont la valeur est supérieure ou égale aux seuils fixés à l'article 21 de la loi précitée du 25 juin 2009.

(3) Des mesures d'incitation pour un produit régi par un règlement peuvent être mises en place en vue d'atteindre les niveaux de performance les plus élevés, y compris la classe d'efficacité énergétique la plus élevée, fixés dans le règlement applicable. Les impôts et les mesures fiscales ne constituent pas des incitations aux fins de la présente loi.

(4) Lorsque des mesures d'incitation sont mises en place pour des produits, tant pour les utilisateurs finals qui utilisent des produits à haute efficacité que pour les entreprises qui promeuvent et produisent ces produits, les niveaux de performance des produits sont exprimés en classes, conformément au règlement applicable, sauf lorsque des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans le règlement pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée sont imposés. Des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans le règlement pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée peuvent être fixés.

Art. 10. Sanctions

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque:

1. aura mis sur le marché un produit sans avoir établi la documentation technique suffisante pour évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette;
2. aura sciemment apposé une étiquette contenant des informations inexactes ou incomplètes qui risquent d'induire en erreur ou de créer une confusion;
3. aura mis sur le marché un produit malgré une interdiction de mise sur le marché par le directeur en vertu de la non-observation des dispositions de la présente loi et des règlements d'exécution;
4. aura offert une vente à distance sans respecter les principes prévus à l'article 7;
5. aura refusé de mettre à disposition des agents de contrôle la documentation prévue à l'article 5.

Art. 11. Abrogation

La loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits est abrogée.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,
Jeannot Krecké*

Paris, le 24 juillet 2011.
Henri